

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ, 4 ΙΟΥΛΙΟΥ 1980	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 155

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1058

Περὶ κυρώσεως τῆς εἰς Παρισίους ὑπογραφείσης τὴν 13 Μαΐου 1977 συμφωνίας τῆς σχετικῆς μὲ τὴν ἵδρυσιν τοῦ Προσωρινοῦ Εὐρωπαϊκοῦ Ὀργανισμοῦ Τηλεπικοινωνιῶν μέσῳ Δορυφόρου μετὰ τῶν παραρτημάτων ΑΙ καὶ Β αὐτῆς.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

1. Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς Παρισίους ὑπογραφεῖσα τὴν 13 Μαΐου 1977 συμφωνία ἡ σχετικὴ μὲ τὴν ἵδρυσιν τοῦ Προσωρινοῦ Εὐρωπαϊκοῦ Ὀργανισμοῦ Τηλεπικοινωνιῶν μέσω Δορυφόρου:

α) Μετὰ τοῦ παραρτήματος ΑΙ αὐτῆς, ἀποτελουμένου ἐκ τῆς εἰς Παρισίους ὑπογραφείσης τὴν 10 Μαρτίου 1978, συμπληρωματικῆς συμφωνίας τῆς σχετικῆς «μὲ τὸ Διαστημικὸ Τομέα τοῦ Δορυφορικοῦ Τηλεπικοινωνιακοῦ Συστήματος γιὰ τὴ σταθερὴ ὑπηρεσία (ECS)» καὶ τῶν συνημμένων εἰς αὐτὴν φύλλων καὶ σχεδίου καὶ

β) μετὰ τοῦ παραρτήματος Β αὐτῆς ἀποτελουμένου ἐκ τῆς Ἐντολῆς.

2. Τὰ κείμενα τῆς κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον συμφωνίας καὶ τῶν παραρτημάτων ΑΙ καὶ Β αὐτῆς εἰς τὸ πρωτότυπον εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν ἑλληνικὴν ἔχουν ὡς ἀκολούθως:

CONFERENCE DES ADMINISTRATIONS DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS CONSTITUTIVE D' EUTELSAT INTERIMAIRE

ACCORD

RELATIF A LA CONSTITUTION D'UNE ORGANISATION EUROPEENNE PROVISOIRE DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITE «EUTELSAT INTERIMAIRE»

(PREAMBULE)

L' Administration/Exploitation privée reconnue

Administration Italienne des Postes et Télécommunications

Administration Française des Postes et Télécommunications

Régie des Télégraphes et des Téléphones de Belgique

Administration des Postes et Télécommunications du Luxembourg

Correios e Telecomunicaçoes de Portugal

Deutsche Bundespost

Administration Autrichienne des Postes et Télégraphes

Administration Néerlandaise des Postes Télégraphes et Téléphones

Administration Danoise des Postes et Télécommunications

Administration Suédoise des Télécommunications

Administration Norvégienne des Télécommunications

The Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Administration des Postes et Télécommunications de Turquie

Administration Espagnole des Postes et Télécommunications

Administration des Postes et des Télégraphes de Finlande

Direction Générale de l'Entreprise des Postes Télégraphes et Téléphones Suisses

Communauté des Postes Télégraphes et Téléphones Yougoslaves

....

....

....

....

....

....

ci-après dénommées les Parties signataires

tenant compte des résultats des études poursuivies par le Comité de Coordination des Télécommunications par Satellite (CCTS) de la Conférence Européenne des Administrations des Postes et des Télécommunications (CEPT) sur les possibilités d'exploiter ces systèmes de télécommunications par satellite mis en place par les Administrations européennes de télécommunications;

tenant compte des travaux effectués par l'Agence Spatiale Européenne dans le domaine des satellites de télécommunications;

désirant participer à des systèmes de télécommunications par satellite mis en place par les Administrations européennes de télécommunications sans remettre en cause leurs droits et obligations à l'égard du système INTELSAT tels qu'ils résultent de «l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellite» entré en vigueur le 12 février 1973 et du système INMARSAT tels qu'ils résultent de la «Convention portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites ouverte à la signature à Londres, le 3 septembre 1976;

estimant qu'il est souhaitable d'établir un régime provisoire en attendant l'élaboration du régime définitif de gestion des systèmes commerciaux de télécommunications par satellite, incluant tous les types de services de télécommunications, mis en place par les Administrations européennes de télécommunications et ouverts à toutes les Administrations européennes de télécommunications;

agissant conformément aux dispositions de la Convention Internationale des Télécommunications.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1 – (DEFINITIONS)

Aux fins du présent Accord :

a) L'expression «Partie signataire» désigne une Administration membre de la CEPT ou une Exploitation privée reconnue dûment autorisée pour cela par son Administration membre de la CEPT qui à signé le présent Accord.

b) L'expression «Signataire» désigne une Partie signataire ou un organisme national de télécommunications, public ou privé, mandaté par une Administration membre de la CEPT et qui a signé un Accord additionnel relatif à un secteur spatial déterminé conformément au paragraphe a) de l'Article 3.

c) L'expression «Membre Associé» désigne une Administration de télécommunications ou une Exploitation privée reconnue qui participe à l'un des secteurs spatiaux conformément aux dispositions du paragraphes m) de l'Article 13 du présent Accord.

d) L'expression «Secteur Spatial» désigne des satellites de télécommunications ainsi que l'équipement et les installations de repérage, de contrôle, de commande et autres, nécessaires au fonctionnement des satellites de télécommunications.

e) L'expression «Secteur Spatial ECS» désigne le secteur spatial du système de télécommunications par satellite du Service Fixe, mis en place, exploité et utilisé par les Administrations européennes, tel qu'il est décrit dans l'Accord additionnel concerné.

f) L'expression «Secteur Spatial MAROTS» désigne le secteur spatial du système de télécommunications par satellite du Service Mobile maritime mis en place par les Administrations européennes, tel qu'il est décrit dans l'Accord additionnel concerné.

g) L'expression «dépenses de fonctionnement d'EUTELSAT INTERIMAIRE» désigne tous les frais communs aux secteurs spatiaux (tels que frais d'Administration, frais de personnel, etc....).

ARTICLE 2 – (CREATION D'EUTELSAT INTERIMAIRE)

a) Par le présent Accord, les Parties signataires créent une organisation provisoire européenne de télécommunications par satellite dénommée EUTELSAT INTERIMAIRE, chargée d'assurer la mise en place, l'exploitation et l'entretien des secteurs spatiaux de systemes de télécommunications par satellite et de conclure les accords nécessaires à cette fin notamment, avec l'Agence Spatiale Européenne.

b) Les engagements financiers des Parties signataires, en tant que telles, résultent des dispositions du paragraphe a) 1) de l'Article 12 du présent Accord.

ARTICLE 3 – (PARTICIPATION AUX SECTEURS SPATIAUX)

a) Les Parties signataires désirant participer à la mise en place, l'exploitation et l'entretien d'un secteur spatial signent un Accord additionnel prenant la forme d'une Annexe au présent Accord désigné ci-après par

l'expression «Accord additionnel». Les Signataires d'un de ces Accords additionnels s'engagent à assumer toutes les charges et responsabilités relatives au secteur spatial considéré qui découlent du présent Accord et de l'Accord additionnel en question, y compris la participation financière.

b) Une Administration membre de la CEPT a la faculté de désigner un organisme national de télécommunications, public ou privé, pour la signature d'un Accord additionnel.

Dans un tel cas, la Partie signataire et l'organisme national de télécommunications désigné sont conjointement et solidairement responsables vis-à-vis d'EUTELSAT INTERIMAIRE de tous les engagements relatifs au secteur spatial considéré qui découlent du présent Accord et de l'Accord additionnel en question, y compris la participation financière.

Les rapports entre cet organisme national de télécommunications et la Partie signataire qui l'a désigné, sont régis par le droit national applicable.

ARTICLE 4 – (STRUCTURE D'EUTELSAT INTERIMAIRE)

EUTELSAT INTERIMAIRE comprend les organes suivants:

l'Assemblée des Parties signataires

le Conseil ECS chargé du secteur spatial ECS

le Conseil MAROTS chargé du secteur spatial MAROTS

le Secrétariat Général permanent dirigé par un Secrétaire Général.

ARTICLE 5 – (ASSEMBLEE DES PARTIES SIGNATAIRES: COMPOSITION ET VOTE)

a) L'Assemblée des Parties signataires est composée de toutes les Parties signataires du présent Accord. Une Partie signataire peut déléguer à une autre Partie signataire sa représentation à l'Assemblée des Parties signataires, mais aucune Partie signataire ne peut représenter plus de deux autres Parties signataires.

b) Une Administration membre de la CEPT ou une Exploitation privée reconnue dûment autorisée pour cela par son Administration membre de la CEPT, qui n'a pas signé le présent Accord, peut assister aux réunions de l'Assemblée des Parties signataires à titre d'observateur.

c) Chaque Partie signataire dispose d'une voix.

d) Pour toute réunion de l'Assemblée des Parties signataires, le quorum est constitué par les représentants d'une majorité des Parties signataires.

e) L'Assemblée des Parties signataires s'efforce de prendre des décisions à l'unanimité. A défaut d' accord unanime, elle décide:

–pour toute question de fond, par un vote favorable émis à la majorité des deux tiers des Parties signataires dont les représentants sont présents et votant.

–sur toute question de procédure, par un vote favorable émis à la majorité simple des Parties signataires dont les représentants sont présents et votant.

f) Tout différend sur le point de savoir si une question est de procédure ou de fond fait l'objet d'une décision du Président de l'Assemblée des Parties signataires. Une telle décision peut être rejetée à la majorité des deux tiers des Parties signataires dont les représentants sont présents et votant.

g) La première réunion de l'Assemblée des Parties signataires est convoquée par l'Administration du siège aussi rapidement que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord, L'Assemblée des Parties signataires se réunit ensuite en fonction des besoins et au moins une fois par an.

h) L'Assemblée des Parties signataires adopte son règlement intérieur qui prévoit notamment le mode d' élection du Président et des autres membres du bureau si nécessaire, ainsi que la procédure de convocation de ses réunions.

ARTICLE 6 – (ASSEMBLEE DES PARTIES SIGNATAIRES : FONCTIONS)

L'Assemblée des Parties signataires exprime ses vues sur la politique générale et les objectifs d' EUTELSAT INTERIMAIRE compatibles avec les principes, les buts et le domaine d'activité d' EUTELSAT INTERIMAIRE.

Elle traite en outre de toutes les questions générales d'intérêt commun aux deux secteurs spatiaux ECS et MAROTS et elle a notamment les fonctions suivantes:

a) veiller aux intérêts d'EUTELSAT INTERIMAIRE et de ses membres dans toute les relations avec des organismes extérieurs;

b) approuver le budget et les comptes annuels relatifs aux dépenses de fonctionnement d' EUTELSAT INTERIMAIRE;

c) définir les principes concernant l'acquisition et l' approbation des contrats d'acquisition;

d) définir les principes régissant l'acquisition, la protection et l'attribution des droits relatifs aux inventions et à la propriété intellectuelle;

e) définir les principes concernant les relations avec des organismes extérieurs;

f) exprimer ses vues sur les rapports annuels des Conseils et approuver le rapport annuel établi par le Secrétaire Général sur l'activité d'EUTELSAT INTERIMAIRE; ces rapports sont transmis à toutes les Parties signataires.

g) considérer toute proposition d'amendement au présent Accord soumise par une Partie signataire.

ARTICLE 7 – (CONSEILS D'EUTELSAT INTERIMAIRE : COMPOSITION ET VOTE)

a) Jusqu'à l' entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif à un secteur spatial, chaque Partie signataire peut être représentée au Conseil concerné à raison d'un seul Conseiller.

A partir de l'entrée en vigueur d'un Accord additionnel relatif à un secteur spatial, chaque Signataire est représenté de plein droit au Conseil concerné par un seul Conseiller.

b) La représentation à chaque Conseil peut être déléguée, mais aucun Conseiller ne peut représenter plus de trois Parties signataires ou Signataires selon le cas.

c) Une Partie signataire peut participer à titre d' observateur au Conseil dans lequel elle n'est pas représentée.

d) Une Administration membre de la CEPT ou une Exploitation privée reconnue dûment autorisée pour cela par son Administration membre de la CEPT, qui n'a pas signé le présent Accord, peut assister aux réunions des Conseils à titre d'observateur.

e)

1) Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif à un secteur spatial, chaque Conseiller dispose d' une voix au Conseil concerné.

2) A partir de l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif à un secteur spatial, chaque Conseiller dispose d'une voix pondérée correspondant à la quote-part de financement du Signataire qu'il représente.

f) Pour toute réunion d'un Conseil le quorum est constitué:

jusqu'à l'entrée en vigueur de l' Accord additionnel relatif à un secteur spatial, par une majorité des membres du Conseil concerné;

après l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif à un secteur spatial, par une majorité des membres du Conseil si cette majorité dispose au moins des deux tiers du total des voix pondérées de tous les Signataires de l'Accord additionnel en question.

g) Chaque Conseil s'efforce de prendre des décisions à l'unanimité. A défaut d'accord unanime, il décide:

jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel:

pour toute question de fond, par un vote favorable émis à la majorité des deux tiers des Conseillers présents et votant, chaque Conseiller disposant d'une voix;

sur toute question de procédure, par un vote favorable émis à la majorité simple des Conseillers présents et votant, chacun disposant d'une voix.

à partir de l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel:

pour toute question de fond, par un vote favorable émis par au moins quatre Conseillers disposant au minimum des deux tiers du total des voix pondérées de tous les signataires de l'Accord additionnel concerné:

sur toute question de procédure, par un vote favorable émis à la majorité simple des Conseillers présents et votant, chacun disposant d'une voix.

h) Tout différend sur le point de savoir si une question est de procédure ou de fond fait l'objet d' une décision du Président du Conseil concerné. Une telle décision peut être rejetée par la majorité des deux tiers des Conseillers présents et votant, chacun disposant d'une voix.

i) La première réunion de chaque Conseil est convoquée par l'Administration du siège aussi rapidement que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord. Chaque Conseil se réunit ensuite en fonction des besoins et au moins deux fois par an.

j) Chaque Conseil adopte son règlement intérieur qui prévoit notamment le mode d'élection du Président et des autres membres du bureau, si nécessaire, ainsi que la procédure de convocation de ses réunions.

k) Chaque Conseil peut, s'il le juge utile, créer des Comités consultatifs pour l'aider à remplir ses fonctions. Les Comités consultatifs afférents à un Conseil sont ouverts à la participation des représentants de tous les Signataires de l'Accord additionnel relatif au secteur spatial concerné. Les Comités consultatifs se réunissent en fonction des besoins, suivant un calendrier approuvé par le Conseil dont ils dépendent.

ARTICLE 8 – (CONSEILS D'EUTELSAT INTERIMAIRE : FONCTIONS)

Chaque Conseil est le principal organe de l'Organisation EUTELSAT INTERIMAIRE pour le secteur spatial concerné. Dans le cadre des dispositions de l'article 2 du présent Accord, chaque Conseil a les pouvoirs nécessaires pour exercer toutes les fonctions appropriées, y compris les suivantes:

a) poursuivre la collaboration avec l'Agence Spatiale Européenne en vue d'obtenir et d'assurer la continuité d'un secteur spatial fiable qui soit le mieux adapté aux besoins, aux conditions économiques les plus favorables à EUTELSAT; conclure les accords nécessaires;

b) prendre et maintenir les contacts nécessaires avec tout autre organisme qualifié et intéressé aux programmes européens de télécommunications par satellite;

c) encourager l'utilisation du secteur spatial en tenant dûment compte des prérogatives des Parties signataires;

d) établir et tenir à jour les prévisions de trafic;

e) conduire les études économiques et techniques nécessaires;

f) approuver le budget et les comptes annuels relatifs au secteur spatial;

g) établir les conditions d'accès au secteur spatial;

h) définir les caractéristiques techniques et de fonctionnement des stations qui auront accès au secteur spatial;

i) approuver, dans les conditions prévues à l'Article 14, toutes les stations terriennes, y compris les stations des navires, devant avoir accès au secteur spatial;

j) rechercher les solutions techniques les plus satisfaisantes pour l'interconnexion avec le réseau terrestre;

k) entreprendre toute autre étude ou action, notamment celle de coordination entre systèmes, qui pourrait s'avérer nécessaire dans le domaine des télécommunications par satellite;

l) spécifier les unités de mesure de l'utilisation du secteur spatial en fonction des divers types d'usage;

m) fixer périodiquement les taux de redevance d' utilisation du secteur spatial;

n) approuver les découverts et les emprunts rendus nécessaires lorsque cela est exigé par des circonstances particulières;

o) adopter les conditions régissant l'attribution de la capacité disponible du secteur spatial;

p) examiner les plaintes soumises par les Parties signataires, les Signataires, les autres utilisateurs et les tiers;

q) définir et mettre en oeuvre les procédures concernant l'acquisition et l'approbation des contrats d'acquisition

r) définir et mettre en oeuvre les procédures régissant l'acquisition, la protection et l'attribution des droits relatifs aux inventions et à la propriété intellectuelle;

s) approuver le rapport annuel sur ses activités et le soumettre à l'Assemblée des Parties signataires;

t) régler toute question administrative, budgétaire, financière, et autres, nécessaires au fonctionnement du secteur spatial;

u) considérer toute proposition d'amendement à un Accord additionnel soumise par un Signataire de cet Accord additionnel.

ARTICLE 9 – (SECRETARIAT GENERAL PERMANENT)

a) Le Secrétariat Général permanent d' EUTELSAT INTERIMAIRE est dirigé par un Secrétaire Général, élu par l'Assemblée des Parties signataires, qui est le membre de rang le plus élevé du personnel et qui est directement responsable devant l' Assemblée des Parties signataires et devant chaque Conseil de l' exécution de toutes les fonctions qui lui sont attribuées par décision de chacun d'eux. Le Secrétariat Général permanent assiste l'Assemblée des Parties signataires, les Conseils et les Comités consultatifs dans la préparation et l'exécution de leurs tâches, il assure les relations avec l' Administration du siège.

b) Le Secrétariat Général permanent se compose d'un personnel dont les membres sont de préférence détachés par les Parties signataires. L'importance de l'effectif du Secrétariat Général permanent est en rapport avec les fonctions à exercer.

c) La structure organique du Secrétariat Général permanent, la nomination des cadres, les effectifs, le statut et les conditions d'emploi du personnel sont approuvés par l'Assemblée des Parties signataires sur proposition du Secrétaire Général.

d) Le Secrétaire Général et le personnel du Secrétariat Général permanent doivent s'abstenir de toute action

ncompatible avec leurs responsabilités à EUTELSAT NTERIMAIRE.

ARTICLE 10 - (DROITS ET OBLIGATIONS)

a) Les Parties signataires et les Signataires exercent leurs droits et exécutent leurs obligations découlant du présent Acçord et des Accords additionnels d'une manière propre à respecter pleinement et à promouvoir les principes énoncés dans le Préambule et les dispositions du présent Accord.

b) Les Parties signataires mandatent l'Administration du Royaume-Uni aux fins de représentation légale d'EUTELSAT INTERIMAIRE pendant la durée du présent Accord pour toutes les matières concernant exclusivement le secteur spatial MAROTS et mandatent également l' Administration française aux fins de représentation légale d'EUTELSAT INTERIMAIRE pendant la durée du présent Accord pour toutes les autres matières.

Les Signataires participant à un secteur spatial se déclarent conjointement et solidairement responsables dans la limite de leurs quotes-parts de financement de tous les engagements relatifs à la mise en place, l'exploitation et l'entretien de ce secteur spatial, pris au nom d' EUTELSAT INTERIMAIRE par l'Administration mandatée pour ce secteur spatial, agissant dans les limites du mandat dont les termes sont fixés au présent paragraphe et dans l'annexe B au présent Accord.

De même, toutes les Parties signataires se déclarent solidairement et conjointement responsables pour tous les engagemants relatifs aux dépenses de fonctionnement d'EUTELSAT INTERIMAIRE.

c) Les Signataires participant au secteur spatial ECS insèrent dans les accords de trafic qu'ils négocient et concluent les dispositions prévoyant l' acheminement d'une partie raisonnable de leur trafic intra-européen par le secteur spatial ECS. Les Signataires participant au secteur spatial MAROTS s'efforcent d'utiliser dans toute la mesure du possible ce secteur spatial.

d) Afin de pouvoir satisfaire aux dispositions du paragraphe c) du présent article, les Signataires participant au secteur spatial ECS construiront, en temps voulu, des stations terriennes permettant l'accès au secteur spatial, soit pour leur usage individuel, soit, dans des cas particuliers et par accord mutuel, pour un usage conjoint.

e) Les Signataires peuvent, sous réserve de leur droit national applicable, négocier et conclure directement les accords de trafic appropriés portant sur l'utilisation qu'ils feront des voies de télécommunications fournies en vertu du présent Accord.

Les rapports entre tout organisme de télécommunications agissant en qualité de Partie signataire et l'autorité nationale qui l'a désigné sont régis par le droit national applicable.

ARTICLE 11 - (SIEGE D'EUTELSAT INTERIMAIRE)

Le Siège d'EUTELSAT INTERIMAIRE est fixé à PARIS.

L'Administration du pays siège donne son appui en cas de difficultés dans l'obtention des autorisations de séjour éventuellement nécessaires pour le personnel étranger du Secrétariat Général.

ARTICLE 12 - (DISPOSITIONS FINANCIERES)

a) 1. Jusqu'à l'entrée en vigueur des deux Accords additionnels, les dépenses de fonctionnement d'EUTELSAT INTERIMAIRE sont réparties entre les Parties signataires sur la base de deux classes :

Classe de 3 parts :

Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie, Yougoslavie.

Classe de 1 part :

Chypre, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Monaco, Cité du Vatican, St. Marin, Malte.

2. A partir de l'entrée en vigueur des deux Accords additionnels, les dépenses de fonctionnement d'EUTELSAT INTERIMAIRE sont réparties entre les deux secteurs spatiaux dans une proportion fixée par l'Assemblée des Parties signataires.

b) Toutes les dépenses et toutes les recettes relatives à un seul secteur spatial sont imputées à ce secteur.

c) Des comptes distincts sont tenus pour chacun des secteurs spatiaux. Les comptes sont vérifiés chaque année par des commissaires aux comptes indépendants nommés par l'Assemblée des Parties signataires. Toute Partie signataire et tout Signataire peut avoir accès aux comptes d'EUTELSAT INTERIMAIRE.

d) Tous les besoins en financement et toutes les recettes de chaque secteur spatial sont répartis entre les Signataires et les Membres associés en fonction des quotes-parts de financement résultant de l'Accord additionnel correspondant.

e) Les besoins en financement comprennent :

1. tous les coûts directs et indirects d'EUTELSAT INTERIMAIRE pour la mise en place des secteurs spatiaux et l'acquisition d'autres biens d'EUTELSAT INTERIMAIRE;
2. les fonds nécessaires pour l'exploitation et l'entretien des secteurs spatiaux;
3. les indemnités à verser par EUTELSAT INTERIMAIRE en vertu de l'Article 16 b).

f) Les conditions financières régissant la participation des Membres associés sont déterminées par le Conseil concerné et fixées dans l'Accord particulier mentionné au paragraphe m de l'Article 13.

g) Les dépenses de participation aux réunions de l'Assemblée des Parties signataires, des Conseils, des Comités consultatifs ou à toute autre réunion d'EUTELSAT INTERIMAIRE sont à la charge des participants.

h) Dans le cadre du paragraphe b) de l'Article 10 du présent Accord, chaque Administration mandatée règle les frais encourus par EUTELSAT INTERIMAIRE à charge pour elle de recouvrer périodiquement la part due par chaque Partie signataire, ou Signataire selon le cas.

i) Chaque Conseil établit un échéancier des paiements à effectuer par les Parties signataires et les Signataires en vertu du présent Accord et des Accords additionnels.

j) Chaque usager d'un secteur spatial d'EUTELSAT INTERIMAIRE verse des redevances d'utilisation appropriées, fixées par le Conseil concerné.

k) Chaque Administration mandatée tient et conserve tous livres, documents, pièces et comptes de nature à justifier les sommes reçues et les dépenses effectuées et les tient à la disposition de l'Assemblée des Parties signataires ou du Conseil concerné, suivant le cas. L'approbation des comptes, par l'Assemblée des Parties signataires ou par le Conseil conerné, suivant le cas, vaut quitus pour l'Administration mandatée concernée et vaut attestation définitive que les sommes y afférentes imputées aux Parties signataires et aux Signataires étaient effectivement dues.

l) Les sommes dues à EUTELSAT INTERIMAIRE par les Parties signataires, les Signataires et les Membres associés sont payables à l'Administration mandatée concernée en monnaie du pays de cette Administration ou en monnaie librement convertible en cette monnaie dans le délai de deux mois à partir de la fin du mois au cours duquel le compte a été transmis. Un intérêt calculé à un taux fixé périodiquement par l'Assemblée des Parties signataires est ajouté à tout montant non réglé après la date fixée pour le paiement.

m) Chaque Conseil fixe la date et les conditions financières y compris les quotes-parts de financement pour l'admission des nouveaux Signataires au secteur spatial concerné. Pour permettre l'admission de nouveaux signataires et de telle sorte que la somme de toutes les quotes-parts de financement reste égale à 100 %, les quotes-parts de financement des autres signataires pour ce secteur spatial sont alors immédiatement réduites proportionnellement jusqu'au nouvel ajustement effectué conformément à l'Accord additionnel concerné.

n) Si un Signataire se retire, ou est considéré comme s'étant retiré d'un secteur spatial, les quotes-parts de financement sont ajustées de telle sorte que la somme de toutes les quotes-parts de financement reste égale à 100 % et les quotes-parts de financement sont immédiatement augmentés proportionnellement jusqu'au nouvel ajustement effectué conformément à l'Accord additionnel concerné.

ARTICLE 13 - (ADHESION - RETRAIT)

a) Le présent Accord est ouvert à la signature de toute Administration membre de la CEPT ou Exploitation privée reconnue dûment autorisée pour cela par son Administration membre de la CEPT, chaque pays n'étant représenté que par une seule Partie signataire.

b)

1. Lorsque l'adhésion au présent Accord d'une Administration ou Exploitation privée reconnue intervient après son entrée en vigueur, les conditions de participation de ladite Administration ou Exploitation privée reconnue sont fixées par l'Assemblée des Parties signataires conformément aux dispositions pertinentes de l'Article 12 du présent Accord.

2. Les conditions d'adhésion de ladite Administration ou Exploitation privée reconnue à un Accord additionnel sont fixées par le Conseil concerné conformément à l'Article 12 m).

3. Après l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif au deuxième secteur spatial, une Administration membre de la CEPT ou une exploitation privée reconnue dûment autorisée, ne peut adhérer à EUTELSAT INTERIMAIRE sans signer en même temps un des Accords additionnels.

c)

1. Toute partie signataire peut se retirer volontairement d'EUTELSAT INTERIMAIRE en notifiant par écrit sa décision au Secrétaire Général.

2. Tout Signataire peut se retirer volontairement d'un Accord additionnel en notifiant par écrit sa décision au Secrétaire Général.

3. Le retrait volontaire d'EUTELSAT INTERIMAIRE ou d'un Accord additionnel prend effet trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général. Toutefois, ce retrait volontaire ne saurait remettre en cause les obligations de ladite Partie signataire ou dudit Signataire à l'égard des engagements pris jusqu'à la date de réception par le Secrétaire Général de la notification de retrait.

d) Si après l'échéance du délai de signature de l'Accord additionnel relatif à la mise en place du deuxième secteur spatial, une Partie signataire ou un organisme national de télécommunications désigné par elle conformément au paragraphe b) de l'Article 3 du présent Accord, n'est pas ou n'est plus signataire d'au moins un des Accords additionnels, cette Partie signataire est réputé s'être retirée d' EUTELSAT INTERIMAIRE.

e) Si une Partie signataire ou un Signataire s'abstient de payer toute somme dont il est redevable, conformément aux dispositions de l'Article 12 du présent Accord, l'Assemblée des Parties signataires ou le Conseil compétent, suivant le cas, peut, à l'expiration du délai de trois mois qui suit l'échéance, et après examen de toute observation présentée par ladite Partie signataire ou ledit Signataire, décider que la Partie signataire ou le Signataire est réputé s'être retiré d'EUTELSAT INTERIMAIRE ou de l'Accord additionnel concerné selon le cas et, qu'à la date de la décision, le présent Accord additionnel cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie signataire ou du Signataire selon le cas.

f) Lorsqu'une Partie signataire se retire ou est réputée s'être retirée d'EUTELSAT INTERIMAIRE, tout Signataire, désigné par elle conformément au paragraphe b de l'Article 3 du présent Accord, est réputé s'être retiré de tout Accord additionnel dont il est signataire.

Toutefois, le Conseil concerné s'efforce, dans les limites du présent Accord et en tenant compte des intérêts d'EUTELSAT INTERIMAIRE et dudit Signataire de définir une solution satisfaisante pour les parties intéressées.

g) La Partie signataire qui notifie une décision de retrait d'EUTELSAT INTERIMAIRE cesse d'avoir tout droit de représentation à l'Assemblée des Parties signataires et au(x) Conseil(s) concerné(s) et elle n'acquiert aucune obligation ou responsabilité à partir de la date de réception par le Secrétaire Général de la notification de retrait, sous réserve de l'obligation, pour la Partie signataire, à moins que l'Assemblée des Parties signataires et n'en décide autrement, de verser sa part des contributions nécessaires pour faire face à la fois aux engagements expressément autorisés avant la date de réception par le Secrétariat Général de la notification de retrait et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé la réception de la notification de retrait.

h) Le Signataire qui notifie une décision de retrait d'un Accord additionnel perd tout droit de représentation au Conseil concerné et il n'acquiert aucune obligation ou responsabilité à partir de la date de réception par le Secrétaire Général de la notification de retrait sous réserve de l'obligation pour ledit Signataire, à moins que le Conseil concerné n'en décide autrement, de verser sa part des contributions en capital nécessaires pour faire face à la fois aux engagements contractuels expressément autorisés avant la date de réception par le Secrétaire Général de la notification de retrait et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé la réception de la notification de retrait.

i) Si l'Assemblée des Parties signataires ou le Conseil concerné selon le cas décide en vertu du paragraphe e) du présent Article qu'une Partie signataire ou un Signataire selon le cas est réputé s'être retiré d'EUTELSAT INTERIMAIRE ou d'un Accord additionnel, cette Partie signataire ou ce Signataire n'assume aucune responsabilité après ladite décision, sous réserve de son obligation de verser sa part des contributions en capital nécessaires pour faire face à la fois aux engagements contractuels experessément autorisés avant ladite décision et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé celle-ci, à moins que

organe d'EUTELSAT INTERIMAIRE qui a pris la décision mentionnée ci-dessus n'en décide autrement. Si une Partie signataire est réputée s'être retirée d'EUTELSAT INTERIMAIRE en application du paragraphe d) du présent Article. elle n'assume, à partir de la date de cette décision que l'obligation de verser sa part des contributions aux dépenses de fonctionnement d'EUTELSAT INTERIMAIRE autorisées dans le budget de l'année en cours à cette date.

j) Toute notification de retrait et toute décision d'exclusion doivent être communiquées sans délai par le Secrétaire Général à toutes les Parties signataires et à tous les Signataires.

k) Dans les trois mois qui suivent la date d'effet du retrait d'EUTELSAT INTERIMAIRE, ou de l'un des Accords additionnels, d'une Partie signataire ou d'un Signataire en vertu du présent Article, le Secrétaire Général informe ladite Partie signataire ou ledit Signataire de l'évaluation que l'Assemblée des Parties signataire ou le Conseil concerné selon le cas a faite de sa situation financière dans EUTELSAT INTERIMAIRE à la date à laquelle le retrait prend effet et des modalités de règlement proposées.

l) Aucune disposition du présent Article n'a pour effet de supprimer tout droit acquis en tant que Partie signataire ou en tant que Signataire et qui est conservé après la date de réception de la notification de retrait et pour lequel aucune compensation n'a été reçue en vertu des dispositions du présent Article.

m) La participation de toute autre Administration de Télécommunications ou Exploitation privée reconnue à un secteur spatial en qualité de Membre associé est subordonnée à l'approbation de l'Assemblée des Parties signataires et fait l'objet d'un accord particulier entre ce Membre associé et le Conseil concerné. Toutefois, seules les Administrations européennes de télécommunications peuvent être admises à participer au secteur spatial ECS.

ARTICLE 14 - (APPROBATION DES STATIONS TERRIENNES)

a) Une demande d'approbation de station terrienne doit être soumise à EUTELSAT INTERIMAIRE avant toute utilisation du secteur spatial concerné.

b) Dans le cas d'une station terrienne à terre, la demande d'approbation doit être présentée par la Partie signataire ou le Signataire dont l'activité s'exerce sur le territoire où la station terrienne est ou sera située; si la station terrienne est située sur le territoire d'un pays européen qui n'a pas de Partie signataire au présent Accord ou, en cas d'utilisation du secteur spatial MAROTS, si la station terrienne est située sur le territoire de tout autre pays qui n'a pas de Partie signataire du présent Accord, la demande doit être présentée par un organisme de télécommunications dûment autorisé.

Chaque Partie signataire ou Signataire ou organisme de télécommunications visé à l'alinéa ci-dessus est responsable envers EUTELSAT INTERIMAIRE de ce que toute station terrienne pour laquelle il a déposé une demande, réponde aux règlements et aux normes fixés dans le document d'approbation émis par le Conseil concerné.

c) En ce qui concerne les stations terriennes de navire utilisant le secteur spatial MAROTS, les responsabilités et procédures concernant les spécifications, l'approbation de chaque type, les tests de réception et de vérification des stations terriennes de navire sont définies par le Conseil MAROTS.

En cas de mauvais fonctionnement d'une station terrienne de navire, une station terrienne à terre agissant sous l'autorité du Conseil MAROTS, peut intervenir, en tant que station de contrôle, en vue d'éliminer toute perturbation du secteur spatial.

ARTICLE 15 - (ATTRIBUTION DE PARTS D'UTILISATION DU SECTEUR SPATIAL ECS)

a) Toute demande d'attribution de capacité du secteur spatial ECS est présentée à EUTELSAT INTERIMAIRE par un Signataire ou, dans le cas d'un pays européen où il n'y a pas de Signataire, par un organisme de télécommunications dûment autorisé.

b) Il incombe à chaque Signataire ou organisme de télécommunications auquel une attribution a été faite en application du paragraphe a) du présent Article, de respecter les conditions établies par EUTELSAT INTERIMAIRE au sujet de ladite attribution.

ARTICLE 16 - (RESPONSABILITE)

a) EUTELSAT INTERIMAIRE ou toute Partie signataire ou tout Signataire ou une Administration mandatée en tant que telle et, lorsqu'il agit dans l'exercice de ses fonctions et dans les limites de ses attributions, tout haut fonctionnaire ou employé de l'un d'eux, tout représentant aux différentes réunions d'EUTELSAT INTERIMAIRE n'encourent aucune responsabilité à l'égard de toute Partie signataire ou de tout Signataire ou d'EUTELSAT INTERIMAIRE et aucune action en dommages-intérêts ne peut être intentée contre eux par suite de tout arrêt, retard ou mauvais fonctionnement des services de télécommunications fournis, ou qui doivent être fournis conformément au présent Accord et aux Accords additionnels.

b) Si EUTELSAT INTERIMAIRE ou toute Partie signataire ou tout Signataire ou une Administration mandatée, en tant que telle, est tenu, en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent, ou d'un compromis adopté ou approuvé par l'Assemblée des Parties signataires, ou par le Conseil compétent suivant le cas, de verser une indemnité, frais et dépens inclus, résultant d'une activité poursuivie par EUTELSAT INTERIMAIRE, conformément au présent Accord et aux Accords additionnels, dans la mesure où l'indemnité ne peut être acquittée ni par les fonds de roulement disponibles d'EUTELSAT INTERIMAIRE, ni par un tiers ou en exécution d'un contrat d'assurances ou d'autres dispositions financières, les Parties signataires ou les Signataires doivent verser à EUTELSAT INTERIMAIRE la partie non réglée de ladite indemnité au prorata de leur quote-part de financement respective à la date à laquelle le paiement par EUTELSAT INTERIMAIRE de ladite indemnité est devenu exigible.

c) Si une demande d'indemnité est présentée à une Partie signataire ou à un Signataire ou à une Administration mandatée, celui-ci doit, aux fins de remboursement de l'indemnité due en vertu du paragraphe b) du présent article, informer sans délai EUTELSAT INTERIMAIRE et la mettre en mesure de donner son avis, d'émettre des recommandations sur les moyens de défense ou de régler le différend et, dans les limites prescrites par le régime légal en vigueur pour le tribunal auprès duquel l'action est intentée, d'intervenir ou de se substituer à ladite Partie signataire ou audit Signataire ou à ladite Administration mandatée.

ARTICLE 17 - (REGLEMENT DES DIFFERENDS)

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord et des Accords additionnels est soumis, s'il n'a pu être résolu autrement dans un

délai raisonnable, à un arbitrage dont la procédure est arrêtée par l'Assemblée des Parties signataires, lors de sa première réunion, à la majorité des deux tiers des Parties signataires dont les représentants sont présents et votants.

ARTICLE 18 - (RAPPORTS AVEC L'UNION EUROPEENNE DE RADIODIFFUSION - UER - ET D' AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES)

Le Conseil ECS peut, à son initiative ou à la demande de l'UER ou d'une autre organisation internationale, organiser des réunions communes avec des représentants de ces organismes au cours desquelles des questions bien définies et d'interêt commun pourront être évoquées en tenant dûment compte des prérogatives des Parties signataires.

Le conseil MAROTS peut, dans les mêmes conditions, organiser des réunions communes avec des représentants d'organisations internationales représentatives, en particulier, d'intérêts maritimes.

L'ordre du jour ainsi que l'organisation de ces réunions sont arrêtés à l'avance par chaque Conseil.

ARTICLE 19 - (AMENDEMENTS)

Le présent Accord pourra être amendé par décision unanime de l'Assemblée des Parties signataires cependant :

cette Assemblée peut décider de la mise en oeuvre de nouveaux secteurs spatiaux dans les conditions de vote prévues à l'Article 5 e) pour les questions de fond,

les Accords additionnels peuvent être amendés par décision unanime du Conseil concerné en tenant compte de l'avis exprimé par l'Assemblée des Parties signataires.

ARTICLE 20 - (DISPOSITIONS CONCERNANT LE REGIME DEFINITIF D'EUTELSAT)

a) Au moins six mois avant la date prévisible de mise en exploitation du secteur spatial ECS, l'Assemblée des Parties signataires soumettra aux Parties signataires du présent Accord, un rapport présentant ses recommandations sur les dispositions définitives concernant l'Organisation EUTELSAT.

b) Quelle que soit la forme du régime définitif :

1) les buts de l'organisation EUTELSAT devront être conformes aux principes énoncés au Préambule du présent Accord;

2) toutes les Administrations membres de la CEPT et, moyennant accord de l'Assemblée des Parties signataires, toutes les autres Administrations des pays européens membres de l'Union Internationale des Télécommunications ou leur organisme désigné à cet effet pourront y adhérer;

3) les investissements faits par les Signataires seront sauvegardés;

4) des dispositions particulières devront notamment:

régler la question de la personnalité juridique d' EUTELSAT,

préciser les modalités et la périodicité suivant lesquelles les quotes-parts de financement des Signataires sont déterminées, ainsi que les conditions des réajustements financiers entre les Signataires,

fixer les conditions de rémunération du capital investi,

prévoir les conditions de fixation des redevances d'utilisation des secteurs spatiaux,

préciser les dispositions, y compris les modalités financières, réglant le transfert à EUTELSAT des fonctions confiées aux Administrations mandatées,

préciser les modalités réglant les relations avec l' Agence Spatiale Européenne.

c) Le rapport prévu au paragraphe a) du présent Article sera examiné au cours d'une conférence internationale des Parties signataires et à laquelle pourront participer également comme observateurs les Administrations des télécommunications européennes qui ne sont pas Parties signataires du présent Accord et qui sera réunie à cet effet par l'Administration des Télécommunications du siège dans les trois mois suivant le dépôt du rapport. Les Parties signataires du présent Accord s'efforceront d'obtenir que le régime définitif soit créé à la date la plus proche possible afin qu'il puisse entrer en vigueur au plus tard à la date de mise en exploitation du secteur spatial ECS.

d) Au cas où le régime définitif ne serait pas constitué à temps, EUTELSAT INTERIMAIRE sera chargée de l'exploitation et de l'entretien des secteurs spatiaux sur la base du présent Accord et des Accords additionnels husqu'à l'entrée en vigueur du régime définitif.

ARTICLE 21 - (ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE)

a) Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature par dix Administrations membres de la CEPT ou Exploitations privées reconnues dûment autorisées pour cela par leur Administration membre de la CEPT.

L'entrée en vigueur du présent Accord n'entraine pas d'office l'entrée en vigueur des Accords additionnels qui font l'objet de dispositions particulières.

b) Le présent Accord restera ouvert à la signature jusqu'au quinze septembre mille neuf cent soixante dix sept. Après cette date les Administrations membres de la CEPT ou Exploitations privées reconnues dûment autorisées pour cela par leur Administration membre de la CEPT pourront adhérer au présent Accord conformément aux dispositions de l'Article 13 du présent Accord.

Si à cette date le nombre de Parties signataires requis conformément au paragraphe a) ci-dessus, n'est pas atteint, le présent Accord n'entrera pas en vigueur.

c) Aucune réserve ne peut être faite au présent Accord.

d) Le présent Accord reste applicable jusqu'à l' entrée en vigueur d'un nouvel Accord le remplaçant ou jusqu'à ce que les Parties signataires décident d'y mettre fin.

e) Dans le cas où l'Agence Spatiale Européenne déciderait de ne pas fournir l'un des deux secteurs spatiaux cités explicitement dans le présent Accord, celui-ci cesserait immédiatement d'être en vigueur. Ceci n'aura pas pour effet de libérer les Parties signataires et les Signataires des engagements souscrits pendant la période de validité du présent Accord.

ARTICLE 22 - (LANGUES)

Les langues française et anglaise sont admises pour les documents et les délibérations de l'Assemblée des Parties signataires et des Conseils.

ARTICLE 23 - (DIVERS)

a) Le Préambule et l'Annexe B (mandat) font partie intégrante du présent Accord.

Les Accords additionnels lorsqu'ils seront entrés en vigueur feront partie intégrante du présent Accord pour leurs Signataires et ils deviendront les Annexes A1 et A2 de cet Accord.

b) Le présent Accord est établi en un seul exemplaire en langue française lequel constitue le seul original qui est déposé auprès de l'Administration du siège; cette dernière transmet une copie certifiée conforme à chaque Partie signataire.

En foi de quoi, les Parties au présent Accord ont fait signer celui-ci en leur nom par leurs représentants respectifs dûment autorisés à cet effet.

Fait à PARIS, le 13 mai 1977

APPE

DISPOSITIONS RELATIVES AU PROGRAMME OTS

Les activités relatives au programme O.T.S. (Orbital Test Satellite) du ressort des Administrations et des Exploitations privées reconnues de la CEPT sont exercées par le Conseil ECS.

Les Administrations ou Exploitations privées reconnues de la CEPT qui participent au programme O.T.S., mais qui ne sont pas Parties signataires peuvent toutefois, à leur demande, être représentées de plein droit aux travaux et délibérations du Conseil ECS et de ses Comités consultatifs lorsqu'ils portent exclusivement sur ce programme.

Dans ce cas, elles doivent s'engager à contribuer à toute dépense d'EUTELSAT INTERIMAIRE relative au programme O.T.S. qui leur sera imputée.

ANNEXE B

MANDAT

a) Une Administration mandatée conformément à l'Article 10 b) accomplit tout acte à la demande du Secrétaire Général agissant conformément aux décisions de l'Assemblée des Parties signataires ou de chaque Conseil, suivant le cas. Toutefois ce mandat est limité aux actes accomplis en application de l'objet et des dispositions du présent Accord et des Accords additionnels.

b) Dans le cadre fixé à l'Article 10 b) une Administration mandatée représente EUTELSAT INTERIMAIRE notamment pour la passation de tout contrat et en particulier la signature des Arrangements avec l'Agence Spatiale Européenne, pour contracter tous emprunts nécessaires et pour la poursuite de toute action en justice.

c) Une Administration mandatée n'est pas autorisée. à transférer à un tiers tout ou partie de son mandat à moins qu'elle ne reçoive dûment l'Accord de toutes les Parties signataires.

d) Une Administration mandatée est comptable des sommes versées ou reçues par EUTELSAT INTERIMAIRE. A cette fin, elle établit chaque année des comptes qui doivent être approuvés par l'Assemblée des Parties signataires ou par chaque Conseil suivant le cas.

e) Tout différend entre un organe d'EUTELSAT INTERIMAIRE et une Administration mandatée ou entre une Partie signataire et une Administration mandatée ou entre un Signataire et une Administration mandatée est réglé par arbitrage conformément aux dispositions de l'Article 17 du présent Accord.

f) Le mandat peut être résilié 6 mois après notification, soit par une Administration mandatée, soit par une personne dûment autorisée, agissant pour le compte de l'Assemblée des Parties signataires ayant décidé cette résiliation dans les conditions de vote prévues à l'Article 5 e) pour les questions de fond.

g) Dans le cas où une telle résiliation intervient, l'Administration mandatée reste responsable de tous les engagements pris pendant la durée de son mandat jusqu'à ce qu'une autre Administration soit mandatée à sa place. Toutefois, cette responsabilité ne pourra pas excéder le délai de 6 mois prévu à l'alinéa précédent.

ANNEXE A 1 A L' ACCORD

RELATIF A LA CONSTITUTION D'UNE ORGANISATION EUROPEENNE PROVISOIRE DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITE «EUTELSAT INTERIMAIRE»

ACCORD ADDITIONNEL

RELATIF AU SECTEUR SPATIAL DU SYSTEME DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITE DU SERVICE FIXE (E C S)

PREAMBULE :

Les Administrations/Exploitations privées reconnues

Administration des Postes et Télécommunications de Turquie

Administration Francaise des Postes et Télécommunications

Régie des Télégraphes et des Téléphones de Belgique

Companhia Portuguesa Radio Marconi

Administration Italienne des Postes et Télécommunications

Compania Telefonica Nacional de Espana

Administration Néerlandaise des Postes, Télégraphes et Téléphones

Administration Autrichienne des Postes et Télégraphes

Deutsche Bundespost

Administration Suédoise des Télécommunications

Administration Norvégienne des Télécommunications

Administration Danoise des Postes et Télécommunications

Administration des Postes et Télégraphes de Finlande

Direction Générale de l'Entreprise des Postes, Télégraphes et Téléphones Suisses

Administration des Postes et Télécommunications du Luxembourg

The Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Communauté des Postes, Télégraphes et Téléphones Yougoslaves

....

....

désirant participer à la mise en place, l'exploitation, l'entretien et l'utilisation du secteur spatial ECS décrit à la pièce jointe No 1 au présent Accord additionnel,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT,

ARTICLE 1 – (DEFINITIONS)

L' expression «Accord constitutif» désigne l' ACCORD RELATIF A LA CONSTITUTION D' UNE ORGANISATION EUROPEENNE PROVISOIRE DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITE «EUTELSAT INTERIMAIRE».

ARTICLE 2 – (DROITS ET OBLIGATIONS DES SIGNATAIRES)

a) Par le présent Accord additionnel, les Signataires s' engagent à participer, à la mise en place, l' exploitation, l' entretien et l' utilisation du secteur spatial ECS et à assumer toutes les charges et responsabilités y afférentes telles qu' elles découlent à la fois de l' Accord constitutif et du présent Accord additionnel.

b) Les Signataires ont le droit d'utiliser la capacité du secteur spatial ECS en proportion de leur quote-part de financement.

ARTICLE 3 – (DISPOSITIONS FINANCIERES ADDITIONNELLES A L' ACCORD CONSTITUTIF)

a) Chaque Signataire contribue aux besoins en financement visés au paragraphe c) de l' Article 12 de l' Accord constitutif, en proportion de sa quote-part de financement.

b) Fondée sur des dispositions internes à l' Agence Spatiale Européenne et sur une convention de paiement entre l' Agence Spatiale Européenne et EUTELSAT INTERIMAIRE, la notification, à EUTELSAT INTERIMAIRE, par l' Agence Spatiale Européenne, de versements effectués par un de ses Etats-membres au titre de fournitures ou de services mis à la disposition d' EUTELSAT INTERIMAIRE par l' Agence Spatiale Européenne et qui, conformément au présent article, seraient autrement imputables à un Signataire, constitue une libération des engagements dudit Signataire à concurrence des montants ainsi versés pour les fournitures ou services en cause, mais non à l' égard d' autres besoins en financement.

c) A l' entrée en vigueur du présent Accord additionnel les quotes-parts de financement des Signataires correspondent aux quotes-parts de financement initiales indiquées à la pièce jointe No 2 au présent Accord additionnel, ajustées, le cas échéant, de manière que la somme des quotes-parts de financement soit égale à 100%.

d) Hormis l' application des dispositions des paragraphes m) et n)de l' Arcicle 12 de l' Accord constitutif les quotes-parts de financement des Signataires restent celles détérminées conformément au paragraphe c) du présent Article jusqu' à une date à déterminer par le Conseil ECS devant intervenir entre 4 et 5 ans après la date à laquelle un premier satellite a été mis à poste en état de fonctionnement, ou, plus tôt, dès lors que 15 Signataires ont accès au secteur spatial ECS au moyen de leur propre station terrienne ou au moyen de stations terriennes d' autres Signataires.

e) A partir de la date fixée par le Conseil ECS conformément au paragraphe d) du présent Article et outre les déterminations de quotes-parts de financement en application des dispositions des paragraphes m) et n) de l' Article 12 de l' Accord constitutif, les quotes-parts de financement des Signataires sont déterminées annuellement par le Conseil ECS, pour prendre effet à compter de la date de détermination. Ces déterminations annuelles des quotes-parts de financement sont effectuées sur la base du total des utilisations journalières du secteur spatial par les Signataires pendant les 90 jours précédant la date de détermination, à l' exclusion des utilisations temporaires. Toutefois si un Signataire commence à utiliser le secteur spatial dans les 90 jours précédant une telle détermination, le Conseil ECS fixe, après avoir recueilli l' avis dudit Signataire, sa quote-part de financement pour la période d' un an suivant la date de cette détermination.

f) Pour les besoins de la répartition de la capacité du secteur spatial ECS entre les Signataires conformément aux dispositions du paragraphe b) de l' Article 2 du présent Accord additionnel, le Conseil ECS détermine chaque année à partir de l' année dans laquelle un premier satellite est mis à poste en état de fonctionnement, la capacité à répartir entre les Signataires, tenant compte des indications figurant au tableau de la pièce jointe No 1 au présent Accord additionnel.

g) Jusqu' à l' application des dispositions du paragraphe h) du présent article,

1. Les contributions versées par les Signataires au titre de leur quote-part de financement sont, à seule fin de conformité avec les dispositions de l' Article 12 j) de

l' Accord constitutif, et sans préjuger des dispositions financières que le Conseil ECS pourra adopter, considérées comme redevances d' utilisation pour l' utilisation d' une capacité du secteur spatial dans les limites de la capacité allouée aux Signataires conformément au paragraphe b) de l' Article 2 du présent Accord additionnel et au paragraphe f) du présent Article;

2. Chaque Signataire peut, sous réserve d' approbation par le Conseil ECS, utiliser, moyennant le paiement d' une redevance à déterminer par ledit conseil, une capacité du secteur spatial en excès de la capacité qui lui est allouée conformément à l' Article 2 du présent Accord additionnel et au paragraphe f) du présent Article. Pour décider de la capacité qui peut être utilisée par les Signataires en excès de la capacité qui leur est allouée conformément au paragraphe b) de l' Article 2 du présent Accord additionnel et au paragraphe f) du présent Article, le Conseil ECS tient dûment compte des besoins des usagers actuels et potentiels pour les années à venir.

h) A partir de la date déterminée conformément au paragraphe d) du présent Article, à moins que le Conseil ECS n' en décide autrement, des redevances d' utilisation sont fixées, eu égard aux dispositions des Articles 12 j) et 20 de l' Accord constitutif, dans le but de produire des recettes suffisantes pour couvrir dans des conditions et des délais raisonnables les dépenses d' exploitation, d' entretien et de fonctionnement, ainsi que la constitution de fonds que le Conseil ECS jugera nécessaires pour faire face aux besoins en financement.

i) A chaque modification des quotes-parts de financement, intervenant après la détermination des quotes-parts de financement à l' entrée en vigueur du présent Accord additionnel conformément au paragraphe c) du présent article, il est procédé à des ajustements financiers entre les Signataires sur la base d' une évaluation effectuée par le Conseil ECS selon des principes à arrêter dès que possible par ledit Conseil. Toutefois, ces ajustements doivent rester dans des limites raisonnables qui sont déterminées par le Conseil ECS en tenant compte équitablement de l' intérêt de tous les Signataires et des conditions d' utilisation du secteur spatial.

ARTICLE 4 – (PLAFOND DE L' ENGAGEMENT FINANCIER)

a) L' engagement financier total de tous les Signataires se limite:

1. à la part du secteur spatial ECS dans les dépenses de fonctionnement d' EUTELSAT INTERIMAIRE.

2. à tous les besoins en financement relatifs au secteur spatial ECS et imputables à EUTELSAT INTERIMAIRE

3. aux indemnités à verser par EUTELSAT INTERIMAIRE en vertu de l' Article 16 b) de l' Accord constitutif.

b) Les contributions de financement totales de tous les signataires relatives aux engagements financiers visés aux alinéas 1. et 2. du paragraphe a) du présent Article, y compris les redevances éventuelles d' utilisation, sont soumises à un plafond annuel de:

1. Un (1) million d' unités de compte pendant la période comprise entre l' entrée en vigueur du présent Accord additionnel et la date à laquelle EUTELSAT INTERIMAIRE commence à être redevable au titre du segment spatial ECS, cette date ne pouvant toutefois pas être antérieure à la mise à poste du premier satellite en état de fonctionnement;

2. Dix (10) millions d' unité de compte au niveau des prix au 31 décembre 1976 par la suite. Ce plafond est révisé annuellement par le Conseil ECS pour tenir compte de l'évolution du niveau des prix. A cette fin, le Conseil prent plus particulièrement en considération la formule de révision des prix qui aura été retenue dans l' Arrangement relatif à la fourniture du segment spatial ECS.

c) Outre les modifications du plafond pour tenir compte de l'évolution du niveau des prix conformément aux dispositions de l' alinéa 2. du paragraphe b) du présent Article, les plafonds peuvent être modifiés par une majorité de deux tiers de tous les membres du Conseil si cette majorité représente au moins les deux tiers du total des voix pondérées de tous les signataires du présent Accord additionnel.

d) La valeur de l' unité de compte dans laquelle sont exprimés les montants visés ci-dessus est égale à celle de l' Unité de Compte «panier type» créée par décision du Conseil des Communautés européennes le 21 avril 1975, ou toute autre unité de compte qui pourrait être adoptée par le Conseil des Communautés européennes.

ARTICLE 5 – (RETRAIT)

A moins que le Conseil ECS n' y renonce, la part des contributions en capital due par un Signataire qui s' est retiré ou est réputé s' être retiré du présent Accord additionnel, conformément à l' Article 13 de l' Accord Constitutif, relative à chacun des engagements contractuels expressément autorisés par le Conseil ECS avant la date d' un tel retrait, est déterminée sur la base de la quote-part de financement qu' avait ledit Signataire à la date considérée appropriée par le Conseil ECS en toute circonstance.

ARTICLE 6 – (ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE)

a) L' entrée en vigueur du présent Accord additionnel prend effet quinze jours après sa signature par au moins treize Signataires représentant au moins 85% (quatre-vingt cinq pour cent) des quotes-parts de financement initiales.

b) Le présent Accord additionnel est ouvert à la signature jusqu' au ler septembre 1978.

Si, à cette date, les conditions requises conformément au paragraphe a) du présent article ne sont pas remplies, la présent Accord additionnel n' entre pas en vigueur.

c) Le présent Accord additionnel reste applicable jusqu' à l' entrée en vigueur d' un nouvel accord le remplaçant ou jusqu' à ce que les Signataires décident d'y mettre fin.

d) Le présent Accord additionnel prend également fin:

1. si l' Agence Spatiale européenne décile de ne pas fournir le secteur spatial ECS présentant au moins les caractéristiques techniques et opérationnelles décrites à la pièce jointe No 1; ou

2. si un accord satisfaisant entre EUTELSAT INTERIMAIRE et l' Agence Spatiale européenne n' est pas signé avant la fin de l' année 1980; ou

3. si, à la fin de l' année 1984, toutes les tentatives de fourniture du secteur spatial ECS ont échoué;

4. au moment du remplacement du secteur spatial ECS tel qu' il est décrit dans la pièce jointe No 1.

e) Afin de poursuivre l' exploitation du secteur spatial ECS à l' issue de la période spécifiée dans l' Arrangement avec l' ASE relatif à la fourniture du secteur spatial, le Conseil ECS proposera en temps utile aux Signataires les amendements nécessaires au présent Accord additionnel.

ARTICLE 7 – (DIVERS)

a) Dès son entrée en vigueur, le présent Accord additionnel fait partie intégrante de l' Accord constitutif,

b) Le présent Accord additionnel est établi en un seul exemplaire en langue française, lequel constitue le seul original qui est déposé auprès de l' Administration du siège; cette dernière transmet une copie certifiée conforme à chaque Signataire,

c) Le préambule et les pièces jointes No 1 et 2 font partie intégrante du présent Accord additionnel,

d) L' Administration du Siège informe toutes les Administrations membres de la CEPT dans les plus brefs délais,

1. de toute signature apposée au présent Accord additionnel,

2. du commencement de la période de quinze jours visée au paragraphe a) de l' Article 6 du présent Accord additionnel,

3. de l' entrée en vigueur du présent Accord additionnel.

ARTICLE 8 – (SECRETARIAT)

Le Conseil ECS prend avec le Secrétaire Général les mesures nécessaires quant aux services de secrétariat conformément aux disposition de l' Article 9 de l' Accord constitutif. Le Conseil est assisté par du personnel du Secrétariat général permanent.

EN FOI DE QUOI les Parties au présent Accord additionnel ont fait signer celui-ci en leur nom par leur représentant respectif dûment autorisé à cet effet.

Fait à PARIS, le 10 Mars 1978

(Turquie)

Le Directeur [illegible] des Télécommunications

G. THERY

Le président de la direction générale des PTT

M. Bedli

PIECE JOINTE No 1

DESCRIPTION DU SECTEUR SPATIAL ECS

1. Le secteur spatial ECS comprend les satellites en orbite et les équipements et installations de poursuite, télémesure, télécommande et autres, nécessaires au fonctionnement de ces satellites.

2. Les satellites, dérivés du satellite OTS, comportent en principe 12 répéteurs non redondants de 80 MHz de largeur de bande nominale, l' alimentation en énergie électrique permettant d' en faire fonctionner 9 hors éclipse et 5 en éclipse. Les antennes donnent les couvertures suivantes: zone européenne à la réception, zone européenne, zone atlantique, zone «Ouest» et zone «Est»

à l' émission (voir Figure 1 de la pièce jointe No 3). La capitale de chacun des pays des Administrations membres de la CEPT qui sont hachurés totalement ou partiellement sur la figure 1 de la pièce jointe No 3, est incluse dans la zone européenne de réception, la zone européenne d' émission et l' une au moins de trois zones atlantique, «Ouest» et «Est».

3. Dans les conditions d' exploitation normale, deux satellites sont à poste, en état de fonctionnement, entre 10 et 12 degrés de longitude Est sur orbite synchrone quasi-équatoriale.

4. Pour être considérés en état de fonctionnement, les deux satellites mentionnés au paragraphe 3 ci-dessus doivent satisfaire aux spécifications approuvées par le Conseil ECS et avoir chacun le nombre minimal de répéteurs en état de fonctionnement, tel qu'il est défini dans le tableau 1 de la pièce jointe no 3.

5. En vue de garantir la continuité du service de télécommunications, un satellite est mis à poste, en état de fonctionnement, le plus rapidement possible dès que l'un des satellites mentionnés au paragraphe 3 ci-dessus n'a plus le nombre minimal de répéteurs en état de fonctionnement tel qu'il est défini dans le tableau 1 de la pièce jointe n° 3, ou que son utilisation n'est plus possible.

PIECE JOINTE N° 2

QUOTES-PARTS DE FINANCEMENT INITIALES AVANT L' ENTREE EN VIGUEUR

(révisées le 27 juillet 1978)

1. Préalablement à l'entrée en vigueur du présent Accord additionnel, les quotes-parts de financement initiales des Signataires sont les suivantes :

ALLEMAGNE (Rép. féd. d')	9.9 %
AUTRICHE	1.8 %
BELGIQUE	4.5 %
DANEMARK	3.0 %
ESPAGNE	4.25 %
FINLANDE	2.5 %
FRANCE	15.0 %
ITALIE	10.5 %
LUXEMBOURG	0.2 %
NORVEGE	2.3 %
PAYS-BAS	5.0 %
PORTUGAL	2.8 %
ROYAUME-UNI	15.0 %
SUEDE	5.0 %
SUISSE	4.0 %
TURQUIE	0.85 %
Quote-part non allouée	13.4 %
TOTAL	100 %

PIECE JOINTE N° 2

QUOTES-PARTES DE FINANCEMENT INITIALES AVANT L'ENTREE EN VIGUEUR

(révisées le 25 juillet 1978)

1. Préalablement à l'entrée en vigueur du présent Accord additionnel, les quotes-parts de financement initiales des Signataires sont les suivantes :

ALLEMAGNE (Rép. féd. d')	9.9 %
AUTRICHE	1.2 %
BELGIQUE	4.5 %
DANEMARK	3.0 %
ESPAGNE	4.15 %
FINLANDE	2.5 %
FRANCE	15.0 %
ITALIE	10.5 %
LUXEMBOURG	0.2 %
NORVEGE	2.3 %
PAYS-BAS	5.0 %
PORTUGAL	2.8 %
ROYAUME-UNI	15.0 %
SUEDE	5.0 %
SUISSE	4.0 %
TURQUIE	0.85 %
Quote-part non allouée	14.0 %
TOTAL	100 %

PIECE JOINTE N° 2

QUOTES-PARTS DE FINANCEMENT INITIALES AVANT L'ENTREE EN VIGUEUR

1. Préalablement à l'entrée en vigueur du présent Accord additionnel, les quotes-parts de financement initiales des Signataires sont les suivantes :

ALLEMAGNE (Rép. féd. d')	9.9 %
AUTRICHE	1.2 %
BELGIQUE	3.5 %
DANEMARK	3.0 %
ESPAGNE	4.25 %
FINLANDE	2.5 %
FRANCE	15.0 %
ITALIE	10.5 %
LUXEMBOURG	0.2 %
NORVEGE	2.3 %
PAYS-BAS	5.0 %
PORTUGAL	2.8 %
ROYAUME-UNI	15.0 %
SUEDE	5.0 %
SUISSE	4.0 %
TURQUIE	0.85 %
Quote-part non allouée	15.0 %
TOTAL	100 %

2. Tout Signataire peut, préalablement à l'entrée en vigueur du présent Accord additionnel, accepter une quote-part de financement initiale supérieure à celle spécifiée dans la présente pièce jointe, si :

a) d'autres Signataires acceptent de réduire en conséquence leur quote-part de financement initiale, ou,

b) le présent Accord additionnel n'est pas entré en vigueur au 21 juillet 1978.

Les Signataires concernés en font part à l'Administration du Siège qui rédige et diffuse à tous les Signataires une liste révisée des quotes-parts de financement initiales.

3. Un Signataire qui signe le présent Accord additionnel préalablement à son entrée en vigueur mais n'est pas mentionné dans la liste figurant au paragraphe 1 de la présente pièce jointe, déclare à l'Administration du Siège la quote-part de financement initiale qu'il se propose de prendre, dans la limite de la qoute-partnon allouée indiquée dans ladite liste. Au cas où un Signataire signe le présent Accord additionnel préalablement a son entrée en vigueur mais après que la totalité de la quote-part non allouée ait été acquise, il est alloué audit Signataire une quote-part de financement initiale n'excédant pas 4 %.

L'Administration du Siège ajoute alors à la liste des quotes-parts de financement initiales figurant au paragraphe 1 de la présente pièce jointe, le nom du nouveau Signataire er sa quote-part de financement initiale. Cette quote-part de financement initial est ensuite soumise au Conseil ECS pour approbation ou ajustement.

ELEMENTS RELATIFS A LA DESCRIPTION DU SECTEUR SPATIAL ECS

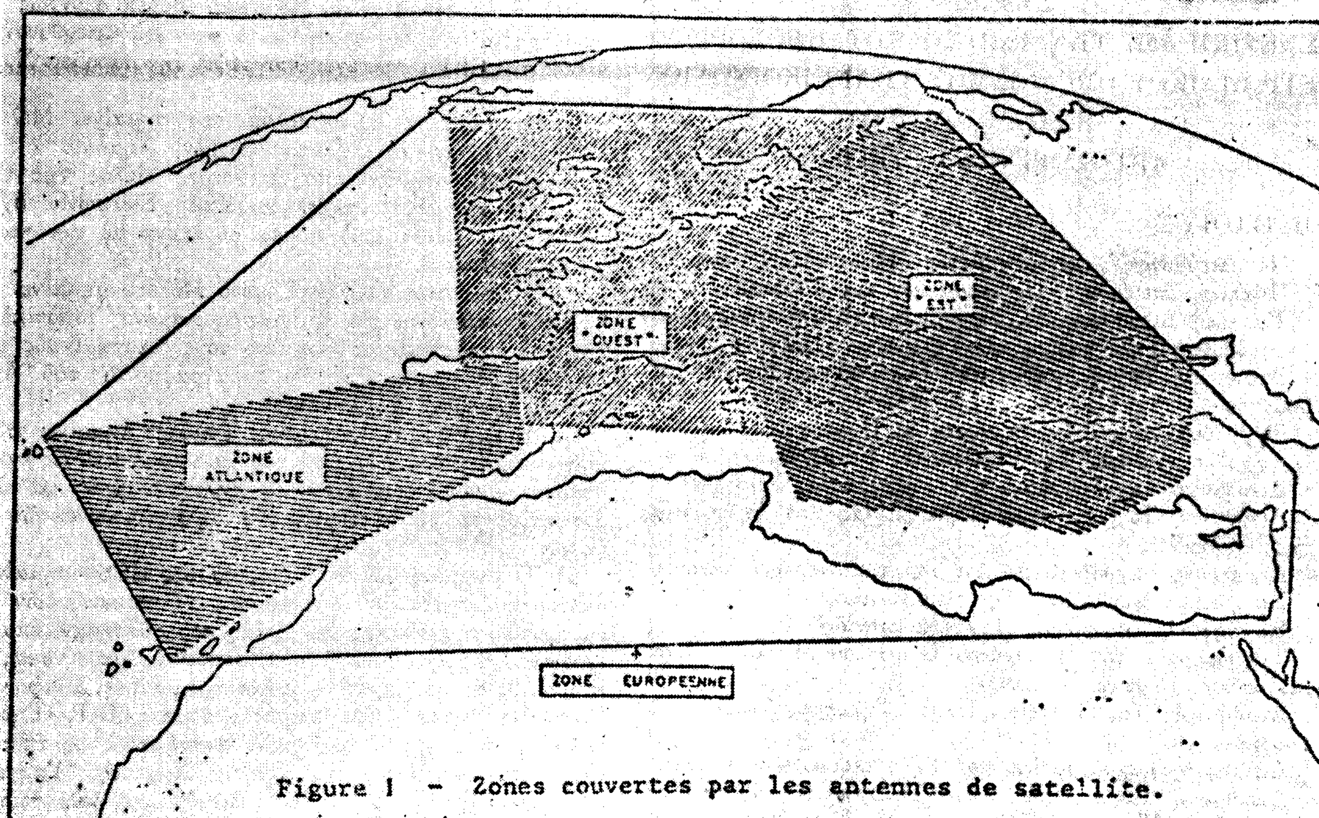


Figure 1 - Zones couvertes par les antennes de satellite.

Tableau 1

année	nombre minimal de répéteurs en état de fonctionnement				
	zone européenne d'émission	zone atlantique	zone "ouest"	zone "est"	TOTAL
1981	2	1	1	1	5
1982	2	1	1	1	5
1983	2	1	2	1	6
1984	2	1	3 ou 2	1 2	7
1985	2	1	4 ou 3	1 2	8
à partir de 1986	2	1	5 ou 4 ou 3	1 2 3	9

ΔΙΑΣΚΕΨΗ ΤΩΝ ΔΙΕΥΘΥΝΣΕΩΝ
ΤΑΧΥΔΡΟΜΕΙΩΝ ΚΑΙ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΔΡΥΣΗ ΤΟΥ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ
ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΥ EUTELSAT

ΣΥΜΦΩΝΙΑ
ΣΧΕΤΙΚΗ ΜΕ ΤΗΝ ΙΔΡΥΣΗ ΤΟΥ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΥ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΜΕΣΩ ΔΟΡΥΦΟΡΟΥ
«ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT»

ΠΡΟΛΟΓΟΣ

Ἡ Διεύθυνση/Ἀναγνωρισμένος Ἰδιωτικὸς Φορέας
Ἰταλικὴ Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν
Γαλλικὴ Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν
Διεύθυνση Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας Βελγίου
Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν Λουξεμβούργου
Ταχυδρομεῖα καὶ Τηλεπικοινωνίες Πορτογαλίας
Ταχυδρομεῖα καὶ Τηλεπικοινωνίες Γερμανίας
Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεγραφίας Αὐστρίας
Διεύθυνση Ταχυδρομείων Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας τῆς Ὁλλανδίας
Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν Δανίας
Σουηδικὴ Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιῶν
Νορβηγικὴ Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιῶν
Ταχυδρομεῖα τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Βόρειας Ἰρλανδίας
Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν τῆς Τουρκίας
Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν Ἱσπανίας
Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεγραφίας Φινλανδίας
Γενικὴ Διεύθυνση τῆς Ἐπιχειρήσεως Ταχυδρομείων Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας Ἑλβετίας.
Ἕνωση Ταχυδρομείων Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας Γιουγκοσλαβίας.
... ...
... ...
καλούμενες κατωτέρω τὰ Μέλη :

Λαμβάνοντας ὑπόψη τὰ ἀποτελέσματα τῶν μελετῶν ποὺ ἔγιναν ἀπὸ τὴν Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ Τηλεπικοινωνιῶν μέσω δορυφόρου (CCTS) τῆς Εὐρωπαϊκῆς Διασκέψεως τῶν Διευθύνσεων Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν (CEPT) γιὰ τὶς δυνατότητες ἐκμεταλλεύσεως τῶν συστημάτων τηλεπικοινωνιῶν μέσω δορυφόρου ποὺ ἔχουν συσταθεῖ ἀπὸ τὶς Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις Τηλεπικοινωνιῶν.

Λαμβάνοντας ὑπόψη τὶς ἐργασίες ποὺ πραγματοποιήθηκαν ἀπὸ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Ὑπηρεσία Διαστήματος στὸν τομέα τῶν τηλεπικοινωνιακῶν δορυφόρων.

Θέλοντας νὰ συμμετέχουν σὲ τηλεπικοινωνιακὰ συστήματα μέσω δορυφόρου ποὺ συνιστῶνται ἀπὸ τὶς Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις Τηλεπικοινωνιῶν μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεών των ποὺ ἀφοροῦν τὸ σύστημα INTELSAT, ὅπως προκύπτουν ἀπὸ τὴ «Συμφωνία περὶ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ Δορυφορικῶν Τηλεπικοινωνιῶν» ποὺ ἰσχύει ἀπὸ τὶς 12 Φεβρουαρίου 1973 καὶ τὸ σύστημα INMARSAT ὅπως προκύπτουν ἀπὸ τὴ «Σύμβαση περὶ συστάσεως τοῦ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ Ναυτιλιακῶν Τηλεπικοινωνιῶν μέσω Δορυφόρων» ποὺ ἀνοίχθηκε γιὰ ὑπογραφὴ στὸ Λονδῖνο, στὶς 3 Σεπτεμβρίου 1976.

Κρίνοντας ὅτι εἶναι εὐκταῖο νὰ συσταθεῖ προσωρινὸς ὀργανισμός, ἀναμένοντας τὴν ἐπεξεργασία τοῦ ὁριστικοῦ ὀργανισμοῦ διαχειρίσεως τῶν ἐμπορικῶν συστημάτων τηλεπικοινωνιῶν μέσω δορυφόρου ποὺ θὰ περιλαμβάνει ὅλους τοὺς τύπους ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνιῶν, ποὺ συνίσταται ἀπὸ τὶς Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις Τηλεπικοινωνιῶν καὶ εἶναι ἀνοικτὸς γιὰ ὅλες τὶς Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἐνεργῶντας σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

ΣΥΜΦΩΝΟΥΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ

Ἄρθρο 1. (Ὁρισμοί).

Στὴν παροῦσα Συμφωνία :

α) Ἡ ἔκφραση «Μέλος» σημαίνει Διεύθυνση Μέλος τῆς CEPT ἢ Ἀνεγνωρισμένο Ἰδιωτικὸ Φορέα δεόντως ἐξουσιοδοτημένο γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτὸ ἀπὸ τὴ Διεύθυνσή του Μέλος τῆς CEPT ποὺ ἔχει ὑπογράψει τὴν παροῦσα Συμφωνία.

β) Ἡ ἔκφραση «Συμβαλλόμενος» σημαίνει Μέλος, ἢ Ἐθνικὸ Ὀργανισμὸ Τηλεπικοινωνιῶν, Δημόσιο ἢ Ἰδιωτικό, ἐξουσιοδοτημένο ἀπὸ Διεύθυνση Μέλος τῆς CEPT ποὺ ἔχει ὑπογράψει Συμπληρωματικὴ Συμφωνία σχετικὴ μὲ ὁρισμένο διαστημικὸ τομέα σύμφωνα μὲ τὴν παραγρ. α) τοῦ ἄρθρου 3.

γ) Ἡ ἔκφραση «Συνεργαζόμενο Μέλος» σημαίνει Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιῶν ἢ Ἀναγνωρισμένο Ἰδιωτικὸ Φορέα ποὺ συμμετέχει σὲ ἕνα, ἀπὸ τοὺς διαστημικοὺς τομεῖς σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τῆς παραγράφου m) τοῦ Ἄρθρου 13 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

δ) Ἡ ἔκφραση «Διαστημικὸς Τομέας» σημαίνει τηλεπικοινωνιακοὺς δορυφόρους μὲ τὸν ἐξοπλισμὸ καὶ τὶς ἐγκαταστάσεις ἀνιχνεύσεως ἐλέγχου, τηλεχειρισμοῦ καὶ ἄλλες, ἀναγκαῖες γιὰ τὴ λειτουργία τῶν τηλεπικοινωνιακῶν δορυφόρων.

ε) Ἡ ἔκφραση «Διαστημικὸς τομέας ECS» σημαίνει τὸ διαστημικὸ τομέα τοῦ συστήματος τηλεπικοινωνιῶν μέσω δορυφόρου τῆς μόνιμης ὑπηρεσίας ποὺ σύστησαν, ἐκμεταλλεύονται καὶ χρησιμοποιοῦν οἱ Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις, ὅπως περιγράφεται στὴ σχετικὴ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία.

στ) Ἡ ἔκφραση «Διαστημικὸς τομέας MAROTS» σημαίνει τὸ διαστημικὸ τομέα τοῦ συστήματος τηλεπικοινωνιῶν μέσω δορυφόρου τῆς Κινητῆς Ναυτικῆς Ὑπηρεσίας, ποὺ συνέστησαν οἱ Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις, ὅπως περιγράφεται στὴ σχετικὴ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία.

ζ) Ἡ ἔκφραση «δαπάνες λειτουργίας τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT» σημαίνει, ὅλα τὰ ἔξοδα ποὺ εἶναι κοινὰ γιὰ τοὺς διαστημικοὺς τομεῖς (ὅπως διοικητικὲς δαπάνες, ἔξοδα προσωπικοῦ κ.λ.π.).

Ἄρθρο 2. (Δημιουργία τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT)

α) Μὲ τὴν παροῦσα Συμφωνία, τὰ Μέλη συνιστοῦν προσωρινὸ εὐρωπαϊκὸ ὀργανισμὸ τηλεπικοινωνιῶν μέσω δορυφόρου μὲ τὴν ἐπωνυμία ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT, ἐπιφορτισμένο μὲ τὴν διασφάλιση τῆς θέσεως σὲ λειτουργία, ἐκμεταλλεύσεως καὶ συντηρήσεως τῶν διαστημικῶν τομέων τῶν τηλεπικοινωνιακῶν συστημάτων μέσω δορυφόρου καὶ μὲ τὴ σύναψη τῶν ἀναγκαίων γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτὸ συμφωνιῶν καὶ ἰδίως μὲ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Ὑπηρεσία Διαστήματος.

β) Οἱ οἰκονομικὲς ὑποχρεώσεις τῶν Μελῶν, ὡς Μελῶν προκύπτουν ἀπὸ τὶς διατάξεις τῆς παραγράφου α) 1) τοῦ Ἄρθρου 12 τῆς παρούσας Συμφωνίας.

Ἄρθρο 3. (Συμμετοχὴ στοὺς Διαστημικοὺς τομεῖς).

α) Τὰ Μέλη ποὺ ἐπιθυμοῦν νὰ συμμετάσχουν στὴν Ἵδρυση, ἐκμετάλλευση καὶ συντήρηση ἑνὸς διαστημικοῦ τομέα ὑπογράφουν Συμπληρωματικὴ Συμφωνία ποὺ θὰ ἀποτελέσει παράρτημα τῆς παρούσας Συμφωνίας ἐφεξῆς καλούμενη «Συμπληρωματικὴ Συμφωνία». Οἱ Συμβαλλόμενοι Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας δεσμεύονται νὰ ἀναλάβουν ὅλες τὶς ὑποχρεώσεις καὶ εὐθύνες ποὺ σχετίζονται μὲ τὸν ἀντίστοιχο διαστημικὸ τομέα ποὺ ἀπορρέουν ἀπὸ τὴν παροῦσα Συμφωνία καὶ ἀπὸ τὴν ἐν λόγῳ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία περιλαμβανομένης τῆς οἰκονομικῆς συμμετοχῆς.

β) Διεύθυνση - Μέλος τῆς CEPT, δύναται νὰ ὑποδεικνύει ἐθνικὸ ὀργανισμὸ τηλεπικοινωνιῶν, δημόσιο ἢ ἰδιωτικό, γιὰ τὴν ὑπογραφὴ Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας.

Σ' αὐτὴ τὴν περίπτωση, τὸ Μέλος καὶ ὁ ὑποδεικνυόμενος ἐθνικὸς ὀργανισμὸς Τηλεπικοινωνιῶν εἶναι ἀπὸ κοινοῦ καὶ ἀλληλεγγύως ὑπεύθυνοι ἀπέναντι στὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT γιὰ ὅλες τὶς ὑποχρεώσεις ποὺ σχε-

τίζονται μὲ τὸν ἀντίστοιχο διαστημικὸ τομέα ποὺ ἀπορρέουν ἀπὸ τὴν παροῦσα Συμφωνία καὶ ἀπὸ τὴν ἐν λόγῳ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία περιλαμβανομένης καὶ τῆς οἰκονομικῆς συμμετοχῆς.

Οἱ σχέσειχ μεταξὺ τοῦ Ἐθνικοῦ Ὀργανισμοῦ Τηλεπικοινωνικῶν καὶ τοῦ Μέλους ποὺ τὸν ὑπέδειξε διέπονται ἀπὸ ἰσχύοντες ἐθνικοὺς νόμους.

Ἄρθρο 4. (Δομὴ τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT).

Ὁ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT περιλαμβάνει τὰ ἑξῆς ὄργανα :

Τὴ Συνέλευση τῶν Μελῶν.

Τὸ Συμβούλιο τοῦ ECS ποὺ εἶναι ἐπιφορτισμένο μὲ τὸν διαστημικὸ τομέα ECS.

Τὸ Συμβούλιο MAROTS ἐπιφορτισμένο μὲ τὸν διαστημικὸ τομέα MAROTS.

Τὴ Μόνιμη Γενικὴ Γραμματεία ὑπὸ τὴν διεύθυνση Γενικοῦ Γραμματέα.

Ἄρθρο 5. (Συνέλευση Μελῶν : Σύνθεση καὶ Ψηφοφορία).

α) Ἡ Συνέλευση τῶν Μελῶν ἀποτελεῖται ἀπὸ ὅλα τὰ Μέλη ποὺ ὑπογράφουν τὴν παροῦσα Συμφωνία. Μέλος μπορεῖ νὰ ἐξουσιοδοτεῖ ἄλλο Μέλος γιὰ τὴν ἐκπροσώπησή του στὴ Συνέλευση τῶν Μελῶν ἀλλὰ οὐδὲν Μέλος μπορεῖ νὰ ἐκπροσωπεῖ περισσότερα ἀπὸ δύο ἄλλα Μέλη.

β) Διεύθυνση Μέλος τῆς CEPT ἢ Ἀναγνωρισμένος Ἰδιωτικὸς Φορέας δεόντως ἐξουσιοδοτημένος γι' αὐτὸ ἀπὸ τὴ Διεύθυνσή του Μέλος τῆς CEPT ποὺ δὲν ἔχει ὑπογράψει τὴν παροῦσα Συμφωνία, μπορεῖ νὰ παρευρίσκεται στὶς συνόδους τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν ὡς παρατηρητής.

γ) Κάθε Μέλος ἔχει μία ψῆφο.

δ) Γιὰ κάθε σύνοδο τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν ἡ ἀπαρτία συνίσταται ἀπὸ τοὺς ἀντιπροσώπους τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν.

ε) Ἡ Συνέλευση τῶν Μελῶν, καταβάλλει προσπάθεια λήψεως ἀποφάσεων ὁμοφώνως. Ἐλλείψει ὁμόφωνης συμφωνίας, ἀποφασίζει :

— γιὰ κάθε θέμα οὐσίας μὲ καταφατικὴ ψῆφο τῶν δύο τρίτων τῶν Μελῶν τῶν ὁποίων οἱ ἐκπρόσωποι εἶναι παρόντες καὶ ψηφίζουν,
— γιὰ κάθε θέμα διαδικασίας μὲ καταφατικὴ ψῆφο τῆς ἁπλῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῶν ὁποίων οἱ ἐκπρόσωποι εἶναι παρόντες καὶ ψηφίζουν.

στ) Γιὰ κάθε διαφορά, ὡς πρὸς τὸ ἐὰν ἕνα θέμα εἶναι οὐσίας ἢ διαδικασίας ἀποφασίζει ὁ Πρόεδρος τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν. Τέτοια ἀπόφαση μπορεῖ νὰ ἀνατραπεῖ ἀπὸ τὴν πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων τῶν Μελῶν τῶν ὁποίων οἱ ἐκπρόσωποι εἶναι παρόντες καὶ ψηφίζουν.

ζ) Ἡ πρώτη σύνοδος τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν συγκαλεῖται ἀπὸ τὴ Διεύθυνση τῆς Ἕδρας τὸ ταχύτερο δυνατὸ μετὰ τὴν θέση σὲ ἰσχὺ τῆς παρούσας Συμφωνίας. Κατόπιν ἡ Συνέλευση τῶν Μελῶν συνεδριάζει ἀνάλογα μὲ τὶς ἀνάγκες καὶ τουλάχιστο μιὰ φορὰ τὸ χρόνο.

η) Ἡ Συνέλευση τῶν Μελῶν ἐγκρίνει τὸν ἐσωτερικό της κανονισμὸ ποὺ προβλέπει κυρίως τὸν τρόπο ἐκλογῆς τοῦ Προέδρου καὶ τῶν ἄλλων μελῶν τοῦ Γραφείου, ἐὰν εἶναι ἀνάγκη, καθὼς καὶ τὴ διαδικασία συγκλήσεως τῶν συνόδων της.

Ἄρθρο 6. (Συνέλευση τῶν Μελῶν : Ἀρμοδιότητες).

Ἡ Συνέλευση τῶν Μελῶν ἐκφράζει τὶς ἀπόψεις της πάνω στὴ γενικὴ πολιτικὴ καὶ στοὺς στόχους τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT ποὺ εἶναι σύμφωνοι μὲ τὶς ἀρχές, τοὺς σκοποὺς καὶ τὸν τομέα δραστηριότητας τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

Χειρίζεται ἐξ ἄλλου ὅλα τὰ γενικὰ θέματα κοινοῦ ἐνδιαφέροντος γιὰ τοὺς δύο διαστημικοὺς τομεῖς ECS καὶ MAROTS καὶ ἔχει κυρίως τὶς ἑξῆς ἁρμοδιότητες :

α) Φροντίζει γιὰ τὰ συμφέροντα τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT καὶ τῶν μελῶν του σὲ ὅλες τὶς σχέσεις μὲ τοὺς ἐξωτερικοὺς ὀργανισμούς.

β) Ἐγκρίνει τὸν προϋπολογισμὸ καὶ τοὺς ἐτήσιους λογαριασμοὺς τοὺς σχετικοὺς μὲ τὶς δαπάνες λειτουργίας τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

γ) Καθορίζει ἀρχὲς προμηθειῶν καὶ ἐγκρίσεως τῶν συμβάσεων προμηθειῶν.

δ) Καθορίζει τὶς ἀρχὲς ποὺ διέπουν τὴν ἀπόκτηση, προστασία καὶ παραχώρηση δικαιωμάτων εὑρεσιτεχνίας καὶ πνευματικῆς ἰδιοκτησίας.

ε) Καθορίζει ἀρχὲς καὶ διαδικασίες ποὺ ἀφοροῦν τὶς σχέσεις μὲ ἐξωτερικοὺς ὀργανισμούς.

στ) Ἐκφράζει τὶς ἀπόψεις της πάνω στὶς ἐτήσιες ἐκθέσεις πεπραγμένων τῶν Συμβουλίων καὶ ἐγκρίνει τὴν ἐτήσια ἔκθεση πεπραγμένων τοῦ Γενικοῦ Γραμματέα ποὺ ἀφορᾶ τὴν δραστηριότητα τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT. Οἱ ἐκθέσεις αὐτὲς ἀποστέλλονται σὲ ὅλα τὰ Μέλη.

ζ) Ἐξετάζει κάθε πρόταση τροποποιήσεως τῆς παρούσας Συμφωνίας ποὺ ὑποβάλλεται ἀπὸ ὁποιοδήποτε Μέλος.

Ἄρθρο 7. (Συμβούλια τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT : Σύνθεση καὶ Ψηφοφορία).

α) Μέχρις ὅτου τεθεῖ σὲ ἰσχὺ ἡ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία ποὺ ἀναφέρεται σ' ἕνα διαστημικὸ τομέα, κάθε Μέλος, μπορεῖ νὰ ἐκπροσωπεῖται στὸ ἀντίστοιχο Συμβούλιο, ἀπὸ ἕνα μόνο Σύμβουλο. Μετὰ τὴ θέση σὲ ἰσχὺ τῆς Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας ποὺ ἀναφέρεται σ' ἕνα διαστημικὸ τομέα κάθε Συμβαλλόμενος ἀντιπροσωπεύεται δικαιωματικὰ στὸ ἀντίστοιχο Συμβούλιο ἀπὸ ἕνα μόνο Σύμβουλο.

β) Ἡ ἐκπροσώπηση σὲ κάθε Συμβούλιο μεταβιβάζεται, ἀλλὰ οὐδεὶς Σύμβουλος μπορεῖ νὰ ἐκπροσωπεῖ περισσότερα ἀπὸ τρία Μέλη, ἢ Συμβαλλομένους ἀνάλογα μὲ τὴν περίπτωση.

γ) Μέλος μπορεῖ νὰ συμμετέχει ὡς παρατηρητὴς στὸ Συμβούλιο ὅπου δὲν ἐκπροσωπεῖται.

δ) Διεύθυνση Μέλος τῆς CEPT ἢ Ἀναγνωρισμένος Ἰδιωτικὸς Φορέας δεόντως ἐξουσιοδοτημένος γι' αὐτὸ ἀπὸ τὴ Διεύθυνσή του μέλος τῆς CEPT, ποὺ δὲν ἔχει ὑπογράψει τὴν παροῦσα Συμφωνία, μπορεῖ νὰ παρίσταται στὶς συνεδριάσεις τῶν Συμβουλίων ὡς παρατηρητής.

ε) 1. Μέχρις ὅτου τεθεῖ, σὲ ἰσχὺ ἡ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία, ἡ σχετικὴ μὲ ἕνα διαστημικὸ τομέα ὁ κάθε Σύμβουλος ἔχει μιὰ ψῆφο στὸ ἀντίστοιχο Συμβούλιο.

2. Μετὰ τὴ θέση σὲ ἰσχὺ τῆς Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας τῆς σχετικῆς μὲ ἕνα διαστημικὸ τομέα κάθε Σύμβουλος ἔχει σταθμισμένη ψῆφο ἀνάλογη μὲ τὸ μερίδιο τῆς οἰκονομικῆς συμμετοχῆς τοῦ Συμβαλλομένου ποὺ ἐκπροσωπεῖ.

στ) Στὶς συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου ἡ ἀπαρτία συνίσταται : Ἀπὸ τὴν πλειοψηφία τῶν μελῶν τοῦ ἀντίστοιχου Συμβουλίου, μέχρις ὅτου τεθεῖ σὲ ἰσχὺ ἡ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία ἡ σχετικὴ μὲ ἕνα διαστημικὸ τομέα.

Μετὰ τὴ θέση σὲ ἰσχὺ τῆς Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας τῆς σχετικῆς μὲ ἕνα διαστημικὸ τομέα, ἀπὸ τὴν πλειοψηφία τῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου, ἐὰν ἡ πλειοψηφία αὐτὴ κατέχει τουλάχιστον τὰ δύο τρίτα τοῦ συνόλου τῶν σταθμισμένων ψήφων ὅλων τῶν Συμβαλλομένων τῆς ἐν λόγῳ Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας.

ζ) Κάθε Συμβούλιο καταβάλλει προσπάθεια λήψεως ἀποφάσεων ὁμοφώνως. Ἐλλείψει ὁμόφωνης συμφωνίας, ἀποφασίζει :

Μέχρις ὅτου τεθεῖ σὲ ἰσχὺ ἡ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία :

— γιὰ κάθε θέμα οὐσίας μὲ καταφατικὴ ψῆφο τῶν δύο τρίτων τῶν Συμβούλων ποὺ εἶναι παρόντες καὶ ψηφίζουν· κάθε Σύμβουλος διαθέτει μία ψῆφο,
— γιὰ κάθε θέμα διαδικασίας μὲ καταφατικὴ ψῆφο τῆς ἁπλῆς πλειοψηφίας τῶν Συμβούλων ποὺ εἶναι παρόντες καὶ ψηφίζουν· κάθε Σύμβουλος διαθέτει μία ψῆφο.

Μετὰ τὴ θέση σὲ ἰσχὺ τῆς Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας :

— γιὰ κάθε θέμα οὐσίας μὲ καταφατικὴ ψῆφο τεσσάρων τουλάχιστον Συμβούλων ποὺ διαθέτουν τουλάχιστον τὰ δύο τρίτα τοῦ συνόλου τῶν σταθμισμένων ψήφων ὅλων τῶν Συμβαλλομένων τῆς ἀντίστοιχης Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας.

— γιὰ κάθε θέμα διαδικασίας μὲ καταφατικὴ ψῆφο τῆς ἁπλῆς πλειοψηφίας τῶν Συμβούλων ποὺ εἶναι παρόντες καὶ ψηφίζουν· κάθε Σύμβουλος διαθέτει μία ψῆφο.

η) Γιὰ κάθε διαφορά, ὡς πρὸς τὸ ἐὰν ἕνα θέμα εἶναι οὐσίας ἢ διαδικασίας ἀποφασίζει ὁ Πρόεδρος τοῦ ἀντίστοιχου Συμβουλίου. Τέτοια ἀπόφαση μπορεῖ νὰ ἀνατραπεῖ ἀπὸ τὴν πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων τῶν Συμβούλων ποὺ εἶναι παρόντες καὶ ψηφίζουν· κάθε Σύμβουλος διαθέτει μία ψῆφο.

θ) Ἡ πρώτη σύνοδος κάθε Συμβουλίου συγκαλεῖται ἀπὸ τὴ Διεύθυνση τῆς Ἕδρας, τὸ ταχύτερο δυνατὸ μετὰ τὴ θέση σὲ ἰσχὺ τῆς παρούσας Συμφωνίας. Κατόπιν κάθε Συμβούλιο συνεδριάζει ἀνάλογα μὲ τὶς ἀνάγκες καὶ τοὐλάχιστον δύο φορὲς τὸν χρόνο.

ι) Κάθε Συμβούλιο ἐγκρίνει τὸν ἐσωτερικό του κανονισμὸ ποὺ προβλέπει κυρίως τὸν τρόπο ἐκλογῆς τοῦ Προέδρου καὶ τῶν ἄλλων μελῶν τοῦ Γραφείου, ἐὰν εἶναι ἀνάγκη, καθὼς καὶ τὴν διαδικασία συγκλήσεως τῶν συνόδων του.

ια) Κάθε Συμβούλιο μπορεῖ, ἐὰν τὸ κρίνει ἀναγκαῖο, νὰ συνιστᾶ Συμβουλευτικὲς Ἐπιτροπὲς ποὺ τὸ βοηθοῦν στὴν ἐκτέλεση τῶν καθηκόντων του.

Στὶς Συμβουλευτικὲς Ἐπιτροπὲς ἑνὸς Συμβουλίου μποροῦν νὰ συμμετέχουν ἐκπρόσωποι ὅλων τῶν Συμβαλλομένων τῆς Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας τῆς σχετικῆς μὲ τὸν ἀντίστοιχο διαστημικὸ τομέα.

Οἱ Συμβουλευτικὲς Ἐπιτροπὲς συνέρχονται ἀνάλογα μὲ τὶς ἀνάγκες ἀκολουθῶντας πρόγραμμα ἐγκεκριμένο ἀπὸ τὸ Συμβούλιο ἀπὸ τὸ ὁποῖο ἐξαρτῶνται.

Ἄρθρο 8. (Συμβούλια τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT : Ἁρμοδιότητες).

Κάθε Συμβούλιο εἶναι τὸ κύριο ὄργανο τοῦ Ὀργανισμοῦ τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT, γιὰ τὸν ἀντίστοιχο διαστημικὸ τομέα. Στὰ πλαίσια τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 2 τῆς παρούσας Συμφωνίας, κάθε Συμβούλιο διαθέτει ἀναγκαῖες ἐξουσίες γιὰ τὴν ἄσκηση ὅλων τῶν ἁρμοδιοτήτων περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἀκολούθων :

α) Ἐπιδιώκει τὴν συνεργασία μὲ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Ὑπηρεσία Διαστήματος γιὰ τὴν ἐπίτευξη καὶ διασφάλιση τῆς διαρκείας ἀξιοπίστου διαστημικοῦ τομέα ἄριστα προσαρμοσμένου στὶς ἀνάγκες καὶ στοὺς πιὸ πρόσφορους γιὰ τὸν EUTELSAT οἰκονομικοὺς ὅρους καὶ συνάπτει τὶς ἀναγκαῖες συμφωνίες.

β) Δημιουργεῖ καὶ διατηρεῖ τὶς ἀναγκαῖες σχέσεις, μὲ κάθε ἄλλο ἐξειδικευμένο Ὀργανισμὸ ἐνδιαφερόμενο γιὰ τὰ Εὐρωπαϊκὰ προγράμματα τηλεπικοινωνιῶν μέσω δορυφόρου.

γ) Ἐνθαρρύνει τὴν χρησιμοποίηση τοῦ διαστημικοῦ τομέα λαμβάνοντας δεόντως ὑπόψη τὰ δικαιώματα τῶν Μελῶν.

δ) Ἐκπονεῖ καὶ ἐνημερώνει τὶς προβλέψεις κινήσεως.

ε) Καταρτίζει τὶς ἀναγκαῖες οἰκονομικὲς καὶ τεχνικὲς μελέτες.

στ) Ἐγκρίνει τὸν προϋπολογισμὸ καὶ τοὺς ἐτήσιους λογαριασμοὺς ποὺ ἀφοροῦν στὸν διαστημικὸ τομέα.

ζ) Ὁρίζει τὶς προϋποθέσεις προσπελάσεως στὸ διαστημικὸ τομέα.

η) Προσδιορίζει τὰ τεχνικὰ καὶ λειτουργικὰ χαρακτηριστικὰ τῶν σταθμῶν ποὺ ἔχουν προσπέλαση στὸ διαστημικὸ τομέα.

θ) Ἐγκρίνει, σύμφωνα μὲ τοὺς ὅρους ποὺ προβλέπονται στὸ Ἄρθρο 14 ὅλους τοὺς σταθμοὺς ἐδάφους περιλαμβανομένων καὶ τῶν σταθμῶν πλοίων, ποὺ ἔχουν προσπέλαση στὸ διαστημικὸ τομέα.

ι) Διερευνᾶ τὶς πιὸ ἱκανοποιητικὲς τεχνικὲς λύσεις γιὰ τὴ διασύνδεση μὲ τὸ ἐπίγειο δίκτυο.

ια) Ἀναλαμβάνει κάθε ἄλλη μελέτη ἢ δραστηριότητα, εἰδικώτερα τὸν συντονισμὸ μεταξὺ συστημάτων ποὺ μπορεῖ νὰ θεωρηθεῖ ἀναγκαῖος στὸν τομέα τῶν τηλεπικοινωνιῶν μέσω δορυφόρου.

ιβ) Καθορίζει τὶς μονάδες μετρήσεως τῆς χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέα ἀνάλογα μὲ τοὺς διάφορους τύπους χρήσεως.

ιγ) Ὁρίζει περιοδικῶς τὰ τέλη χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέα.

ιδ) Ἐγκρίνει ἀκάλυπτες ἀναλήψεις καὶ δάνεια ποὺ ἀπαιτοῦνται ὅταν ἐπιβάλλεται ἀπὸ εἰδικὲς περιστάσεις.

ιε) Υἱοθετεῖ τοὺς ὅρους ποὺ διέπουν τὴν ἐκχώρηση τῆς διαθέσιμης χωρητικότητας τοῦ διαστημικοῦ τομέα.

ιστ) Ἐξετάζει παράπονα ποὺ τοῦ ὑποβάλλουν τὰ Μέλη, οἱ Συμβαλλόμενοι, οἱ ἄλλοι χρῆστες καὶ τρίτοι.

ιζ) Προσδιορίζει καὶ κινεῖ τὶς διαδικασίες τὶς σχετικὲς μὲ τὶς προμήθειες καὶ τὴν ἔγκριση τῶν συμβάσεων προμηθειῶν.

ιη) Προσδιορίζει καὶ κινεῖ τὶς διαδικασίες γιὰ τὴν ἀπόκτηση, προστασία καὶ παραχώρηση δικαιωμάτων εὑρεσιτεχνίας καὶ πνευματικῆς ἰδιοκτησίας.

ιθ) Ἐγκρίνει τὴν ἐτήσια ἔκθεση πεπραγμένων καὶ τὴν ὑποβάλλει στὴ Συνέλευση τῶν Μελῶν.

κ) Ρυθμίζει κάθε θέμα διοικητικό, προϋπολογισμοῦ, οἰκονομικὸ κ.ἄ. ἀναγκαῖο γιὰ τὴ λειτουργία τοῦ διαστημικοῦ τομέα.

κα) Μελετᾶ κάθε πρόταση τροποποιήσεως Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας ποὺ τοῦ ὑποβάλλεται ἀπὸ Συμβαλλόμενο τῆς Συμπληρωματικῆς αὐτῆς Συμφωνίας.

Ἄρθρο 9. (Μόνιμη Γενικὴ Γραμματεία).

α) Ἡ μόνιμη Γενικὴ Γραμματεία τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT διευθύνεται ἀπὸ Γενικὸ Γραμματέα, ἐκλεγόμενο ἀπὸ τὴ Συνέλευση τῶν Μελῶν, ποὺ εἶναι προϊστάμενος καὶ ἀπ' εὐθείας ὑπεύθυνος στὴν Συνέλευση τῶν Μελῶν καὶ στὸ κάθε Συμβούλιο γιὰ τὴν ἐκτέλεση ὅλων τῶν ἁρμοδιοτήτων ποὺ ἀνατίθενται σ' αὐτὸν ἀπὸ κάθε ἕνα ἀπ' αὐτὰ τὰ ὄργανα. Ἡ μόνιμη Γενικὴ Γραμματεία βοηθεῖ τὴν Συνέλευση τῶν Μελῶν, τὰ Συμβούλια καὶ τὶς Συμβουλευτικὲς Ἐπιτροπὲς στὴν προετοιμασία καὶ ἐκτέλεση τοῦ ἔργου των· διατηρεῖ σχέσεις μὲ τὴν Διεύθυνση Ἕδρας.

β) Ἡ μόνιμη Γενικὴ Γραμματεία ἀποτελεῖται ἀπὸ προσωπικὸ κατὰ προτίμηση ἀποσπασμένο ἀπὸ τὰ Μέλη. Ἡ δύναμη τοῦ προσωπικοῦ ποὺ ἀπαρτίζει τὴν μόνιμη Γενικὴ Γραμματεία εἶναι ἀνάλογη πρὸς τὶς ἐργασίες ποὺ ἐκτελοῦνται.

γ) Ἡ ὀργανωτικὴ δομὴ τῆς μόνιμης Γενικῆς Γραμματείας, ὁ διορισμὸς καὶ ἡ δύναμη τοῦ προσωπικοῦ οἱ θέσεις του καὶ οἱ συνθῆκες τῆς ἀπασχολήσεώς του ἐγκρίνονται ἀπὸ τὴν συνέλευση τῶν Μελῶν μετὰ ἀπὸ πρόταση τοῦ Γενικοῦ Γραμματέα.

δ) Ὁ Γενικὸς Γραμματέας καὶ τὸ προσωπικὸ τῆς μόνιμης Γενικῆς Γραμματείας ἀπέχουν ἀπὸ κάθε ἐνέργεια ποὺ δὲν συμβιβάζεται μὲ τὰ καθήκοντά τους ἀπέναντι στὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT.

Ἄρθρο 10. (Δικαιώματα καὶ Ὑποχρεώσεις).

α) Τὰ Μέλη καὶ οἱ Συμβαλλόμενοι ἀσκοῦν τὰ δικαιώματά τους καὶ ἐκπληροῦν τὶς ὑποχρεώσεις τους ποὺ ἀπορρέουν ἀπὸ τὴν παροῦσα Συμφωνία καὶ τὶς Συμπληρωματικὲς Συμφωνίες κατὰ τρόπο ὥστε νὰ τηροῦνται στὸ ἀκέραιο καὶ νὰ προάγονται οἱ ἀρχὲς ποὺ διακηρύσσονται στὸν Πρόλογο καὶ στὶς διατάξεις τῆς παρούσας Συμφωνίας.

β) Τὰ Μέλη ἀναθέτουν στὴ Διεύθυνση τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τὴ νόμιμη ἐκπροσώπηση τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT κατὰ τὴν διάρκεια ἰσχύος τῆς παρούσας Συμφωνίας γιὰ ὅλα τὰ θέματα ποὺ ἀφοροῦν ἀποκλειστικὰ τὸν διαστημικὸ τομέα MAROTS καὶ ἀναθέτουν ἐπίσης στὴν Γαλλικὴ Διεύθυνση τὴν νόμιμη ἐκπροσώπηση τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT κατὰ τὴν διάρκεια ἰσχύος τῆς παρούσας Συμφωνίας γιὰ ὅλα τὰ ἄλλα θέματα.

Οἱ Συμβαλλόμενοι ποὺ συμμετέχουν σ' ἕνα διαστημικὸ τομέα ἀναλαμβάνουν ἀπὸ κοινοῦ καὶ ἀλληλεγγύως τὴν εὐθύνη, ὁ καθένας ἀνάλογα μὲ τὸ μερίδιο χρηματοδοτήσεως ποὺ ἔχει καταβάλει, γιὰ ὅλες τὶς ὑποχρεώσεις τὶς σχετικὲς μὲ τὴν ἵδρυση, ἐκμετάλλευση καὶ συντήρηση τοῦ διαστημικοῦ

αὐτοῦ τομέα πού ἔχουν ἀναληφθεῖ, ἐξ ὀνόματος τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT ἀπὸ τὴ Διεύθυνση πού ἔχει ἐξουσιοδοτηθεῖ γιὰ τὸν διαστημικὸ αὐτὸν τομέα καὶ ἡ ὁποία ἐνεργεῖ μέσα στὰ πλαίσια τῆς ἐντολῆς τῆς ὁποίας οἱ ὅροι καθορίζονται στὴν παροῦσα παράγραφο καὶ στὸ παράρτημα Β τῆς παρούσας Συμφωνίας.

Κατὰ τὸν ἴδιο τρόπο ὅλα τὰ Μέλη ἀναλαμβάνουν ἀπὸ κοινοῦ καὶ ἀλληλεγγύως τὴν εὐθύνη γιὰ ὅλες τὶς ὑποχρεώσεις τὶς σχετικὲς μὲ τὶς δαπάνες λειτουργίας τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

γ) Οἱ Συμβαλλόμενοι πού συμμετέχουν στὸν διαστημικὸ τομέα ECS ἐνσωματώνουν στὶς συμφωνίες κινήσεως πού διαπραγματεύονται καὶ συνάπτουν, διατάξεις οἱ ὁποῖες προβλέπουν δρομολόγηση ἑνὸς λογικοῦ μέρους τῆς ἐνδοευρωπαϊκῆς κινήσεώς τους μέσω τοῦ διαστημικοῦ τομέα ECS. Οἱ Συμβαλλόμενοι πού συμμετέχουν στὸν διαστημικὸ τομέα MAROTS προσπαθοῦν νὰ χρησιμοποιοῦν τὸ διαστημικὸ αὐτὸ τομέα σὲ ὅσο τὸ δυνατὸ μεγαλύτερο βαθμό.

δ) Γιὰ τὴν τήρηση τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, οἱ Συμβαλλόμενοι πού συμμετέχουν στὸν διαστημικὸ τομέα ECS κατασκευάζουν, ὅποτε ἐπιθυμοῦν, σταθμοὺς ἐδάφους πού ἐπιτρέπουν πρόσβαση στὸν διαστημικὸ τομέα εἴτε γιὰ ἰδική τους χρήση, εἴτε, σὲ εἰδικὲς περιπτώσεις καὶ μὲ ἀμοιβαία συμφωνία, γιὰ κοινὴ χρήση.

ε) Οἱ Συμβαλλόμενοι μποροῦν, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τῆς ἰσχύουσας ἐθνικῆς νομοθεσίας νὰ διαπραγματεύονται καὶ συνάπτουν ἀπ' εὐθείας τὶς κατάλληλες συμφωνίες κινήσεως πού ἀφοροῦν τὸ πόσο θὰ χρησιμοποιήσουν τὶς τηλεπικοινωνιακὲς διοδεύσεις πού παρέχονται βάσει τῆς παρούσας Συμφωνίας.

Οἱ σχέσεις μεταξὺ ὁποιουδήποτε ὀργανισμοῦ τηλεπικοινωνιῶν πού ἐνεργεῖ, ὡς Μέλος καὶ τῆς ἐθνικῆς ἀρχῆς πού τὸν ὑπέδειξε διέπονται ἀπὸ τὴν ἰσχύουσα ἐθνικὴ νομοθεσία.

Ἄρθρο 11. (Ἕδρα τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT).

Ἕδρα τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT ὁρίζεται τὸ Παρίσι.

Ἡ Διεύθυνση τῆς Χώρας-Ἕδρας βοηθεῖ σὲ περίπτωση πού ὑπάρχουν δυσκολίες στὴν ἐξασφάλιση τῶν ἀδειῶν διαμονῆς πού ἐνδεχομένως εἶναι ἀναγκαῖες γιὰ τὸ ἀλλοδαπὸ προσωπικὸ τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

Ἄρθρο 12. (Οἰκονομικὲς Διατάξεις).

α) 1. Μέχρις ὅτου τεθοῦν σὲ ἰσχὺ οἱ δύο Συμπληρωματικὲς Συμφωνίες, οἱ δαπάνες λειτουργίας τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT κατανέμονται μεταξὺ τῶν Μελῶν βάσει δύο κατηγοριῶν.

Κατηγορία 3 μονάδων.

Γερμανία, Αὐστρία, Βέλγιο, Δανία, Ἱσπανία, Φινλανδία, Γαλλία, Ἑλλάδα, Ἰρλανδία, Ἰταλία, Νορβηγία, Ὁλλανδία, Πορτογαλία, Ἡνωμ. Βασίλειο, Σουηδία, Ἑλβετία, Τουρκία, Γιουγκοσλαβία.

Κατηγορία 1 μονάδας.

Κύπρος, Ἰσλανδία, Λιχτενστάιν, Λουξεμβοῦργο, Μονακό, Πόλη τοῦ Βατικανοῦ, Ἅγιος Μαρῖνος, Μάλτα.

2. Μετὰ τὴ θέση σὲ ἰσχὺ τῶν δύο Συμπληρωματικῶν Συμφωνιῶν, οἱ δαπάνες λειτουργίας τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT κατανέμονται μεταξὺ τῶν δύο διαστημικῶν τομέων κατὰ τὴν ἀναλογία πού καθορίζεται ἀπὸ τὴ Συνέλευση τῶν Μελῶν.

β) Ὅλες οἱ δαπάνες καὶ ὅλα τὰ ἔσοδα τὰ σχετικὰ μὲ ἕνα μόνο διαστημικὸ τομέα καταλογίζονται στὸν τομέα αὐτόν.

γ) Γιὰ κάθε διαστημικὸ τομέα τηροῦνται χωριστοὶ λογαριασμοί. Οἱ λογαριασμοί, ἐλέγχονται κατ' ἔτος ἀπὸ ὁρκωτοὺς λογιστὲς πού ὁρίζονται ἀπὸ τὴ Συνέλευση τῶν Μελῶν. Κάθε Μέλος καὶ κάθε Συμβαλλόμενος ἔχει πρόσβαση στοὺς λογαριασμοὺς τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

δ) Ὅλες οἱ ἀνάγκες χρηματοδοτήσεως καὶ ὅλα, τὰ ἔσοδα τοῦ κάθε διαστημικοῦ τομέα μερίζονται μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων καὶ τῶν Συνεργαζομένων Μελῶν ἀνάλογα μὲ τὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως πού προκύπτουν ἀπὸ τὴν ἀντίστοιχη Συμπληρωματικὴ Συμφωνία.

ε) Οἱ ἀνάγκες χρηματοδοτήσεως περιλαμβάνουν:

1. Ὅλα τὰ ἄμεσα καὶ ἔμμεσα ἔξοδα τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT γιὰ τὴν δημιουργία τῶν διαστημικῶν τομέων καὶ τὴν ἀπόκτηση ἄλλων περιουσιακῶν στοιχείων τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

2. Τὰ ἀναγκαῖα κεφάλαια γιὰ τὴν ἐκμετάλλευση καὶ συντήρηση τῶν διαστημικῶν τομέων.

3. Τὶς ἀποζημιώσεις πού πρέπει νὰ καταβάλλει ὁ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT βάσει τοῦ Ἄρθρου 16.

στ) Οἱ οἰκονομικοὶ ὅροι πού διέπουν τὴ συμμετοχὴ τῶν Συνεργαζομένων Μελῶν προσδιορίζονται ἀπὸ τὸ ἀντίστοιχο Συμβούλιο καὶ ἀναγράφονται στὴν εἰδικὴ Συμφωνία πού ἀναφέρεται στὴν παράγραφο (ιγ) τοῦ Ἄρθρου 13.

ζ) Τὰ ἔξοδα συμμετοχῆς στὶς συνόδους τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν, τῶν Συμβουλίων, τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν ἢ σὲ κάθε ἄλλη σύνοδο τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT βαρύνουν τοὺς συμμετέχοντες.

η) Στὰ πλαίσια τῆς παραγράφου (β) τοῦ Ἄρθρου 10 τῆς παρούσας Συμφωνίας κάθε ἐξουσιοδοτημένη Διεύθυνση διακανονίζει τὶς δαπάνες πού βαρύνουν τὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT καὶ ἀναλαμβάνει νὰ εἰσπράττει περιοδικῶς τὸ μέρος τῶν δαπανῶν πού ὀφείλεται ἀπὸ κάθε Μέλος ἢ Συμβαλλόμενο ἀνάλογα μὲ τὴν περίπτωση.

θ) Κάθε Συμβούλιο καταρτίζει πρόγραμμα τῶν πληρωμῶν πού πρέπει νὰ πραγματοποιηθοῦν ἀπὸ τὰ Μέλη καὶ τοὺς Συμβαλλόμενους βάσει τῆς παρούσας Συμφωνίας καὶ τῶν Συμπληρωματικῶν Συμφωνιῶν.

ι) Κάθε χρήστης ἑνὸς διαστημικοῦ τομέα τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT καταβάλλει τὰ ἀνάλογα τέλη χρήσεως πού ἔχουν καθορισθεῖ ἀπὸ τὸ ἀντίστοιχο Συμβούλιο.

ια) Κάθε ἐξουσιοδοτημένη Διεύθυνση τηρεῖ καὶ φυλάει ὅλα τὰ βιβλία, ἔγγραφα, χαρτιὰ καὶ λογαριασμοὺς πού ἀπαιτοῦνται γιὰ τὴ δικαιολόγηση τῶν εἰσπραχθέντων ποσῶν καὶ τῶν πραγματοποιηθεισῶν δαπανῶν καὶ τὰ θέτει στὴ διάθεση τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν ἢ τοῦ ἀντίστοιχου Συμβουλίου κατὰ περίπτωση. Ἡ ἔγκριση τῶν λογαριασμῶν, ἀπὸ τὴ Συνέλευση τῶν Μελῶν ἢ ἀπὸ τὸ ἀντίστοιχο Συμβούλιο κατὰ περίπτωση ἀπαλλάσσει τῆς εὐθύνης τὴν ἐνδιαφερόμενη ἐξουσιοδοτημένη Διεύθυνση καὶ ἀποτελεῖ ἀναμφισβήτητη ἀπόδειξη ὅτι τὰ πιστωθέντα ποσὰ πράγματι ὀφείλοντο ἀπὸ τὰ Μέλη καὶ τοὺς Συμβαλλομένους.

ιβ) Τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ στὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ἀπὸ τὰ Μέλη, τοὺς Συμβαλλόμενους καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη καταβάλλονται στὴν ἐνδιαφερόμενη ἐξουσιοδοτημένη Διεύθυνση στὸ νόμισμα τῆς χώρας τῆς Διευθύνσεως αὐτῆς ἢ σὲ νόμισμα ἐλεύθερα μετατρέψιμο ἐντὸς δύο μηνῶν ἀπὸ τὸ τέλος τοῦ μηνός, κατὰ τὴ διάρκεια τοῦ ὁποίου ἀπεστάλη ὁ λογαριασμός. Σὲ κάθε ποσὸ μὴ καταβαλλόμενο ἐμπροθέσμως, προστίθεται τόκος ὑπολογιζόμενος μὲ ἐπιτόκιο πού ὁρίζεται περιοδικῶς ἀπὸ τὴ Συνέλευση τῶν Μελῶν.

ιγ) Κάθε Συμβούλιο ὁρίζει τὴν ἡμερομηνία καὶ τὶς οἰκονομικὲς προϋποθέσεις—περιλαμβανομένων καὶ τῶν μεριδίων χρηματοδοτήσεως— εἰσδοχῆς νέων Συμβαλλομένων στὸν ἀντίστοιχο διαστημικὸ τομέα. Γιὰ νὰ καταστεῖ δυνατὴ ἡ εἰσδοχὴ νέων Συμβαλλομένων καὶ κατὰ τρόπον ὥστε τὸ ἄθροισμα ὅλων τῶν μεριδίων χρηματοδοτήσεως νὰ παραμένει ἴσο πρὸς 100 %, τὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως τῶν ἄλλων Συμβαλλομένων γιὰ τὸν αὐτὸ διαστημικὸ τομέα μειώνονται ἀμέσως ἀνάλογα μέχρι τὴ νέα προσαρμογὴ πού γίνεται σύμφωνα μὲ τὴ σχετικὴ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία.

ιδ) Ὅταν ἕνας Συμβαλλόμενος ἀποχωρεῖ ἢ θεωρεῖται ἀποχωρῶν ἀπὸ ἕναν διαστημικὸ τομέα τὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως προσαρμόζονται κατὰ τρόπον ὥστε τὸ ἄθροισμα ὅλων τῶν μεριδίων χρηματοδοτήσεως νὰ παραμένει ἴσο πρὸς 100 % καὶ τὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως αὐξάνονται

ἀμέσως ἀνάλογα μέχρι τὴν νέα προσαρμογὴ ποὺ γίνεται σύμφωνα μὲ τὴ σχετικὴ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία.

Ἄρθρο 13. (Προσχώρηση -Ἀποχώρηση).

α) Ἡ παροῦσα Συμφωνία εἶναι ἀνοικτὴ γιὰ ὑπογραφὴ ἀπὸ κάθε Διεύθυνση Μέλος τῆς CEPT ἢ Ἀνεγνωρισμένο Ἰδιωτικὸ Φορέα δεόντως ἐξουσιοδοτημένο γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτὸ ἀπὸ τὴ Διεύθυνσή του Μέλος τῆς CEPT. Κάθε χώρα ἐκπροσωπεῖται ἀπὸ ἕνα μόνο Μέλος.

β) 1. Ὅταν ἡ προσχώρηση στὴν παροῦσα Συμφωνία μιᾶς Διευθύνσεως ἢ Ἀνεγνωρισμένου Ἰδιωτικοῦ Φορέα γίνεται μετὰ τὴ θέση σὲ ἰσχὺ τῆς Συμφωνίας οἱ ὅροι συμμετοχῆς τῆς ἐν λόγῳ Διευθύνσεως ἢ Ἀνεγνωρισμένου Ἰδιωτικοῦ Φορέα καθορίζονται ἀπὸ τὴ Συνέλευση τῶν Μελῶν σύμφωνα μὲ τὶς σχετικὲς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 12 τῆς παρούσας Συμφωνίας.

2. Οἱ ὅροι προσχωρήσεως τῆς ἐν λόγῳ Διευθύνσεως ἢ Ἀνεγνωρισμένου Ἰδιωτικοῦ Φορέα σὲ μιὰ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία καθορίζονται ἀπὸ τὸ ἁρμόδιο Συμβούλιο σύμφωνα μὲ τὸ Ἄρθρο 12 (ιγ).

3. Μετὰ τὴ θέση σὲ ἰσχὺ τῆς Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας ποὺ ἀφορᾶ τὸν δεύτερο διαστημικὸ τομέα, Διεύθυνση Μέλος τῆς CEPT ἢ Ἀνεγνωρισμένος Ἰδιωτικὸς Φορέας δεόντως ἐξουσιοδοτημένος δὲν μπορεῖ νὰ προσχωρήσει στὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT χωρὶς νὰ ὑπογράψει ταυτόχρονα μιὰ ἀπὸ τὶς Συμπληρωματικὲς Συμφωνίες.

γ) 1. Κάθε Μέλος μπορεῖ νὰ ἀποχωρήσει οἰκειοθελῶς ἀπὸ τὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT γνωστοποιώντας τὴν ἀπόφασή του ἐγγράφως στὸ Γενικὸ Γραμματέα.

2. Κάθε Συμβαλλόμενος μπορεῖ νὰ ἀποχωρήσει οἰκειοθελῶς ἀπὸ μιὰ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία γνωστοποιόντας τὴν ἀπόφασή του ἐγγράφως στὸ Γενικὸ Γραμματέα.

3. Ἡ ἑκούσια ἀποχώρηση ἀπὸ τὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ἢ ἀπὸ μιὰ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία ἰσχύει τρεῖς μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία λήψεως τῆς εἰδοποιήσεως ἀπὸ τὸν Γενικὸ Γραμματέα. Ὅμως ἡ ἑκούσια αὐτὴ ἀποχώρηση δὲν ἀπαλλάσσει, τὸ ἐν λόγῳ Μέλος ἢ τὸν ἐν λόγῳ Συμβαλλόμενο τῶν ἀνειλημμένων ὑποχρεώσεών του μέχρι τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως παραιτήσεως ἀπὸ τὸν Γενικὸ Γραμματέα.

δ) Ἐὰν μετὰ τὴ λήξη τῆς προθεσμίας ὑπογραφῆς τῆς Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας τῆς σχετικῆς μὲ τὴν δημιουργία τοῦ δεύτερου διαστημικοῦ τομέα Μέλος ἢ ἐθνικὸς Ὀργανισμὸς Τηλεπικοινωνιῶν ποὺ ἔχει ὑποδειχθεῖ ἀπ' αὐτὸ σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο (β) τοῦ Ἄρθρου 3 τῆς παρούσας Συμφωνίας δὲν εἶναι πλέον Συμβαλλόμενος σὲ μία τουλάχιστον τῶν Συμπληρωματικῶν Συμφωνιῶν τὸ Μέλος αὐτὸ θεωρεῖται ὅτι ἔχει ἀποχωρήσει ἀπὸ τὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT.

ε) Ἐὰν Μέλος ἢ Συμβαλλόμενος παραλείπει νὰ πληρώνει ὁποιοδήποτε ποσὸ τὸ ὁποῖο ὀφείλει, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 12 τῆς παρούσας Συμφωνίας, ἡ Συνέλευση τῶν Μελῶν ἢ τὸ ἁρμόδιο Συμβούλιο, μπορεῖ κατὰ περίπτωση, ὅταν περάσει ἡ προθεσμία τριῶν μηνῶν μετὰ τὴν ἡμερομηνία ὀφειλῆς καὶ ἀφοῦ ἐξετάσει κάθε παράσταση ποὺ γίνεται ἀπὸ τὸ ἐν λόγῳ Μέλος ἢ τὸν ἐν λόγῳ Συμβαλλόμενο, νὰ ἀποφασίζει ὅτι τὸ Μέλος ἢ ὁ Συμβαλλόμενος θεωρεῖται ἀποχωρῶν ἀπὸ τὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ἢ τὴν σχετικὴ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία κατὰ περίπτωση καὶ ὅτι ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία τῆς ἀποφάσεως, ἡ παροῦσα Συμφωνία ἢ ἡ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία σταματᾶ νὰ ἰσχύει ὅσον ἀφορᾶ τὸ Μέλος ἢ τὸν Συμβαλλόμενο κατὰ περίπτωση.

στ) Ὅταν Μέλος ἀποχωρήσει ἢ θεωρεῖται ὅτι ἔχει ἀποχωρήσει ἀπὸ τὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT κάθε Συμβαλλόμενος ποὺ ἔχει ὑποδειχθεῖ ἀπὸ αὐτὸ σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο (β) τοῦ Ἄρθρου 3 τῆς παρούσας Συμφωνίας θεωρεῖται ὅτι ἔχει ἀποχωρήσει ἀπὸ κάθε Συμπληρωματικὴ Συμφωνία ποὺ ἔχει ὑπογράψει.

Ἐν τούτοις, τὸ ἁρμόδιο Συμβούλιο προσπαθεῖ, μέσα στὰ πλαίσια τῆς παρούσας Συμφωνίας καὶ λαμβάνοντας ὑπόψη τὰ συμφέροντα τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT καὶ τοῦ Συμβαλλόμενου, νὰ ἐξεύρει λύση ἱκανοποιητικὴ γιὰ τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη.

ζ) Τὸ Μέλος ποὺ γνωστοποιεῖ ἀπόφαση ἀποχωρήσεως ἀπὸ τὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT παύει νὰ ἔχει κάθε δικαίωμα ἐκπροσωπήσεως στὴ Συνέλευση τῶν Μελῶν καὶ στὸ (α) ἁρμόδιο (-α) Συμβούλιο (α) καὶ δὲν ἔχει καμμιὰ ὑποχρέωση ἢ εὐθύνη ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία λήψεως ἀπὸ τὸν Γεν. Γραμματέα τῆς γνωστοποιήσεως ἀποχωρήσεως ἐκτὸς τῆς ὑποχρεώσεως Μέλους, νὰ καταβάλει τὸ μερίδιό του στὶς ἀναγκαῖες εἰσφορὲς γιὰ τὴν ἀντιμετώπιση τόσο τῶν ὑποχρεώσεων ποὺ ἔχουν ρητὰ ἐγκριθεῖ πρὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως ἀπὸ τὸν Γενικὸ Γραμματέα, τῆς γνωστοποιήσεως παραιτήσεως ὅσο καὶ τῶν εὐθυνῶν ποὺ ἀπορρέουν ἀπὸ πράξεις ἢ παραλείψεις ποὺ ἔχουν προηγηθεῖ τῆς λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως παραιτήσεως, ἐκτὸς ἂν ἀποφασίσσει διαφορετικὰ ἡ Συνέλευση τῶν Μελῶν.

η) Ὁ Συμβαλλόμενος ποὺ γνωστοποιεῖ ἀπόφαση ἀποχωρήσεως ἀπὸ μία Συμπληρωματικὴ Συμφωνία χάνει κάθε δικαίωμα ἐκπροσωπήσεως στὸ ἀντίστοιχο Συμβούλιο καὶ δὲν ἔχει καμμιὰ ὑποχρέωση ἢ εὐθύνη ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία λήψεως ἀπὸ τὸν Γενικὸ Γραμματέα τῆς γνωστοποιήσεως ἀποχωρήσεως ἐκτὸς τῆς ὑποχρεώσεως τοῦ Συμβαλλομένου νὰ καταβάλει τὸ μερίδιό του στὶς ἀναγκαῖες εἰσφορὲς σὲ κεφάλαιο γιὰ τὴν ἀντιμετώπιση, τόσο τῶν συμβατικῶν ὑποχρεώσεων ποὺ ἔχουν ρητὰ ἐγκριθεῖ πρὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως ἀπὸ τὸν Γενικὸ Γραμματέα τῆς γνωστοποιήσεως ἀποχωρήσεως ὅσο καὶ τῶν εὐθυνῶν ποὺ ἀπορρέουν ἀπὸ πράξεις ἢ παραλείψεις ποὺ ἔχουν προηγηθεῖ τῆς λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως ἀποχωρήσεως, ἐκτὸς ἐὰν ἀποφασίσει διαφορετικὰ τὸ ἀντίστοιχο Συμβούλιο.

θ) Ἐὰν ἡ Συνέλευση τῶν Μελῶν ἢ τὸ ἁρμόδιο Συμβούλιο κατὰ περίπτωση ἀποφασίσει, βάσει τῆς παραγράφου (ε) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, ὅτι ἕνα Μέλος ἢ Συμβαλλόμενος, κατὰ περίπτωση θεωρεῖται ἀποχωρῶν ἀπὸ τὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ἢ ἀπὸ μιὰ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία, τὸ ἐν λόγῳ Μέλος ἢ Συμβαλλόμενος δὲν ὑπέχει καμμιὰ εὐθύνη μετὰ τὴν ἀπόφαση αὐτή, μὲ ἐξαίρεση τὴν ὑποχρέωσή του νὰ καταβάλει τὸ μερίδιό του στὶς ἀναγκαῖες εἰσφορὲς σὲ κεφάλαιο γιὰ τὴν ἀντιμετώπιση τόσο τῶν συμβατικῶν ὑποχρεώσεων ποὺ ἔχουν ρητὰ ἐγκριθεῖ πρὸ τῆς ἐν λόγῳ ἀποφάσεως ὅσο καὶ τῶν εὐθυνῶν ποὺ ἀπορρέουν ἀπὸ πράξεις ἢ παραλείψεις ποὺ ἔχουν προηγηθεῖ αὐτῆς, ἐκτὸς ἐὰν ἀποφασίσει διαφορετικὰ τὸ ὄργανο τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT ποὺ ἔλαβε τὴν προαναφερθεῖσα ἀπόφαση. Ἐὰν ἕνα Μέλος, θεωρεῖται ὅτι ἔχει ἀποχωρήσει ἀπὸ τὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT βάσει τῆς παραγράφου (δ) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, δὲν ἀναλαμβάνει ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς ἀποφάσεως αὐτῆς, παρὰ μόνο τὴν ὑποχρέωση νὰ καταβάλει τὸ μερίδιό του στὶς εἰσφορὲς ποὺ ἀφοροῦν δαπάνες λειτουργίας τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT καὶ ἔχουν ἐγκριθεῖ στὸν προϋπολογισμὸ τοῦ ἔτους τὸ ὁποῖο περιλαμβάνει τὴν ἡμερομηνία αὐτή.

ι) Κάθε γνωστοποίηση ἀποχωρήσεως καὶ κάθε ἀπόφαση ἀπομακρύνσεως πρέπει νὰ γνωστοποιοῦνται χωρὶς καθυστέρηση ἀπὸ τὸ Γενικὸ Γραμματέα σὲ ὅλα τὰ Μέλη καὶ σὲ ὅλους τοὺς Συμβαλλομένους.

ια) Ἐντὸς τριῶν μηνῶν μετὰ τὴν ἡμερομηνία ἀπὸ τῆς ὁποίας ἰσχύει ἡ παραίτηση ἀπὸ τὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ἢ ἀπὸ μιὰ ἀπὸ τὶς Συμπληρωματικὲς Συμφωνίες, ἑνὸς Μέλους ἢ ἑνὸς Συμβαλλομένου βάσει τοῦ παρόντος Ἄρθρου ὁ Γενικὸς Γραμματέας πληροφορεῖ τὸ ἐν λόγῳ Μέλος ἢ τὸν Συμβαλλόμενο γιὰ τὴν ἐκτίμηση ποὺ ἡ Συνέλευση τῶν Μελῶν ἢ τὸ ἁρμόδιο κατὰ περίπτωση Συμβούλιο ἔχει κάμει γιὰ τὴν οἰκονομική του κατάσταση στὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT κατὰ τὴν ἡμέρα ἀπὸ τῆς ὁποίας ἰσχύει ἡ ἀποχώρηση καὶ γιὰ τοὺς προτεινόμενους ὅρους διακανονισμοῦ.

ιβ) Καμμιά διάταξη τοῦ παρόντος Ἄρθρου δὲν ἔχει σὰν ἀποτέλεσμα τὴν κατάργηση ὁποιασδήποτε ἀπαιτήσεως ποὺ ἔχει ἀποκτήσει Μέλος ἢ Συμβαλλόμενος ὑπὸ τὴν ἰδιότητά του αὐτὴ ἡ ὁποία διατηρεῖται μετὰ τὴν ἡμερομηνία λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως ἀποχωρήσεως καὶ γιὰ τὰ ὁποῖα δὲν ἔχει ληφθεῖ καμμιὰ ἀποζημίωση βάσει τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Ἄρθρου.

ιγ) Ἡ συμμετοχὴ ὁποιασδήποτε ἄλλης Διευθύνσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἢ Ἀνεγνωρισμένου Ἰδιωτικοῦ Φορέα σὲ ἕνα διαστημικὸ τομέα ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ Συνεργαζόμενου Μέλους ἐξαρτᾶται ἀπὸ τὴν ἔγκριση τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν καὶ ἀποτελεῖ ἀντικείμενο ἰδιαίτερης συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Συνεργαζόμενου αὐτοῦ Μέλους καὶ τοῦ ἁρμόδιου Συμβουλίου. Ἐν τούτοις μόνο οἱ εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις Τηλεπικοινωνιῶν μποροῦν νὰ γίνουν δεκτὲς γιὰ συμμετοχὴ στὸν διαστημικὸ τομέα ECS.

Ἄρθρο 14. (Ἔγκριση τῶν Σταθμῶν Ἐδάφους).

α) Ἡ Αἴτηση ἐγκρίσεως σταθμοῦ ἐδάφους πρέπει νὰ ὑποβληθεῖ στὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT πρὶν ἀπὸ κάθε χρήση τοῦ ἀντίστοιχου διαστημικοῦ τομέα.

β) Στὴν περίπτωση ἑνὸς ἐπίγειου σταθμοῦ ξηρᾶς, ἡ αἴτηση ἐγκρίσεως πρέπει νὰ ὑποβληθεῖ ἀπὸ τὸ Μέλος ἢ τὸν Συμβαλλόμενο τοῦ ὁποίου ἡ δραστηριότητα ἀσκεῖται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ὅπου εὑρίσκεται ἢ θὰ ἐγκατασταθεῖ ὁ σταθμὸς ἐδάφους. Ἐὰν ὁ σταθμὸς ἐδάφους εὑρίσκεται στὸ ἔδαφος μιᾶς Εὐρωπαϊκῆς χώρας ποὺ δὲν ἔχει Μέλος στὴν παροῦσα Συμφωνία ἢ σὲ περίπτωση χρησιμοποιήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέα MAROTS ἐὰν ὁ σταθμὸς ἐδάφους εὑρίσκεται στὸ ἔδαφος κάθε ἄλλης χώρας ποὺ δὲν ἔχει Μέλος στὴν παροῦσα Συμφωνία, ἡ αἴτηση πρέπει νὰ ὑποβληθεῖ ἀπὸ ἕναν ὀργανισμὸ τηλεπικοινωνιῶν δεόντως ἐξουσιοδοτημένο.

Κάθε Μέλος ἢ Συμβαλλόμενος ἢ Ὀργανισμὸς Τηλεπικοινωνιῶν τῆς ἀνωτέρω παραγράφου εἶναι ὑπεύθυνος ἀπέναντι στὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ὥστε κάθε σταθμὸς ἐδάφους, γιὰ τὸν ὁποῖο ἔχει καταθέσει αἴτηση, νὰ ἀνταποκρίνεται στοὺς κανονισμοὺς καὶ τὶς ἀρχὲς ποὺ καθορίζονται στὸ ἔγγραφο ἐγκρίσεως ποὺ ἐκδίδεται ἀπὸ τὸ ἁρμόδιο Συμβούλιο.

γ) Ὅσον ἀφορᾶ τοὺς ἐπίγειους σταθμοὺς πλοίου ποὺ χρησιμοποιοῦν τὸν διαστημικὸ τομέα MAROTS, οἱ εὐθύνες καὶ διαδικασίες οἱ σχετικὲς μὲ τὶς προδιαγραφές, τὴν ἔγκριση κάθε τύπου, τὶς δοκιμὲς λήψεως καὶ ἐλέγχου τῶν ἐπίγειων σταθμῶν πλοίου, καθορίζονται ἀπὸ τὸ Συμβούλιο MAROTS.

Σὲ περίπτωση κακῆς λειτουργίας ἑνὸς ἐπίγειου σταθμοῦ πλοίου μπορεῖ νὰ ἐπέμβει ἕνας ἐπίγειος σταθμὸς ξηρᾶς ὁ ὁποῖος ἐνεργεῖ ὑπὸ τὴν ἐποπτεία τοῦ Συμβουλίου MAROTS ὡς σταθμὸς ἐλέγχου, ὥστε νὰ ἀπαλείψει κάθε διατάραξη τῆς λειτουργίας τοῦ διαστημικοῦ τομέα.

Ἄρθρο 15. (Διάθεση τῆς χωρητικότητας τοῦ Διαστημικοῦ Τομέα ECS).

α) Κάθε αἴτηση γιὰ διάθεση χωρητικότητας τοῦ διαστημικοῦ τομέα ECS ὑποβάλλεται στὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ἀπὸ ἕνα Συμβαλλόμενο ἢ στὴν περίπτωση μιᾶς εὐρωπαϊκῆς χώρας ὅπου δὲν ὑπάρχει Συμβαλλόμενος, ἀπὸ ἕναν ὀργανισμὸ τηλεπικοινωνιῶν δεόντως ἐξουσιοδοτημένο.

β) Κάθε Συμβαλλόμενος ἢ ὀργανισμὸς τηλεπικοινωνιῶν στὸν ὁποῖο ἔχει διατεθεῖ χωρητικότητα σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο α) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, τηρεῖ τοὺς ὅρους ποὺ θέτει ὁ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT σχετικὰ μὲ τὴ διάθεση αὐτή.

Ἄρθρο 16. (Εὐθύνη).

α) Ὁ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT, ὁποιοδήποτε Μέλος ἢ ὁποιοσδήποτε Συμβαλλόμενος ἢ ἐξουσιοδοτημένη Διεύθυνση, ὅταν ἐνεργεῖ κατὰ τὴν ἄσκηση τῶν καθηκόντων του μέσα στὰ πλαίσια τῆς ἁρμοδιότητός του, ὁποιοσδήποτε ἀνώτερος ὑπάλληλος ἢ στέλεχος ὁποιουδήποτε ἐξ αὐτῶν, ὁποιοσδήποτε ἐκπρόσωπος στὶς συνεδριάσεις τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT δὲν ὑπέχει καμμιὰ εὐθύνη ἔναντι ὁποιουδήποτε Μέλους, Συμβαλλομένου ἢ τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT καὶ δὲν εἶναι δυνατὸ νὰ ὑποβληθεῖ καμμιὰ ἀγωγὴ ἐναντίον ὁποιουδήποτε ἐξ αὐτῶν γιὰ ζημίες - κέρδη λόγῳ ὁποιασδήποτε διακοπῆς, καθυστερήσεως ἢ κακῆς λειτουργίας τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνιῶν ποὺ παρέχονται ἢ πρέπει νὰ παρέχονται σύμφωνα μὲ τὴν παροῦσα Συμφωνία καὶ τὶς Συμπληρωματικὲς Συμφωνίες.

β) Ἐὰν ὁ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT ἢ ὁποιοδήποτε Μέλος ἢ ὁποιοσδήποτε Συμβαλλόμενος ἢ ἐξουσιοδοτημένη Διεύθυνση ὑποχρεοῦται βάσει τελεσίδικης ἀποφάσεως ἁρμοδίου δικαστηρίου ἢ βάσει συμβιβασμοῦ ποὺ ἔχει υἱοθετηθεῖ ἢ ἐγκριθεῖ ἀπὸ τὴ Συνέλευση τῶν Μελῶν ἢ ἀπὸ τὸ ἁρμόδιο Συμβούλιο κατὰ περίπτωση, νὰ καταβάλει ἀποζημίωση περιλαμβανομένων ὁποιωνδήποτε σχετικῶν ἐξόδων καὶ δαπανῶν, ποὺ προκύπτει ἀπὸ ἐνέργειες τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT, σύμφωνα μὲ τὴν παροῦσα Συμφωνία καὶ τὶς Συμπληρωματικὲς Συμφωνίες καὶ στὸ μέτρο κατὰ τὸ ὁποῖο ἡ ἀποζημίωση αὐτὴ δὲν μπορεῖ νὰ ἐξοφληθεῖ οὔτε ἀπὸ τὸ κεφάλαιο κινήσεως τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT οὔτε ἀπὸ τρίτο πρόσωπο ἢ μὲ ἐκτέλεση συμβάσεως ἀσφαλίσεως ἢ ἄλλες οἰκονομικὲς διευθετήσεις, τὰ Μέλη ἢ οἱ Συμβαλλόμενοι καταβάλουν στὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT τὸ ποσὸ τῆς ἀποζημιώσεως ποὺ δὲν καλύπτεται ἀνάλογα μὲ τὸ μερίδιο χρηματοδοτήσεως ποὺ ἀντιστοιχεῖ στὸν καθένα κατὰ τὴν ἡμέρα κατὰ τὴν ὁποία κατέστη ἀπαιτητὴ ἡ πληρωμὴ τῆς ἐν λόγῳ ἀποζημιώσεως ἀπὸ τὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT.

γ) Ἐὰν ἐναντίον Μέλους, Συμβαλλόμενου ἢ ἐξουσιοδοτημένης Διευθύνσεως ὑποβληθεῖ ἀγωγὴ ἀποζημιώσεως, ὑποχρεοῦται γιὰ τὴν καταβολὴ τῆς ἀποζημιώσεως ποὺ ὀφείλεται βάσει τῆς παραγράφου (β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, νὰ πληροφορήσει ἀμέσως τὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT καὶ νὰ τοῦ δώσει τὴν εὐκαιρία νὰ γνωμοδοτήσει ἢ νὰ ὑποδείξει τὰ μέσα ὑπερασπίσεως ἢ διακανονισμοῦ τῆς διαφορᾶς καὶ μέσα στὰ ὅρια ποὺ καθορίζονται ἀπὸ τὸ νομικὸ καθεστὼς ποὺ ἰσχύει γιὰ τὸ δικαστήριο στὸ ὁποῖο ἔχει ὑποβληθεῖ ἡ ἀγωγή, νὰ παρασταθεῖ ἢ νὰ λάβει τὴ θέση τοῦ ἐν λόγῳ Μέλους ἢ τοῦ Συμβαλλόμενου ἢ τῆς ἐν λόγῳ ἐξουσιοδοτημένης Διευθύνσεως.

Ἄρθρο 17. (Διακανονισμὸς Διαφορῶν).

Κάθε διαφορὰ σχετικὴ μὲ τὴν ἑρμηνεία ἢ τὴν ἐφαρμογὴ τῆς παρούσας Συμφωνίας καὶ τῶν Συμπληρωματικῶν Συμφωνιῶν ὑποβάλλεται, ἐὰν δὲν ἔχει καταστεῖ δυνατὸ νὰ ἐπιλυθεῖ μὲ ἄλλο τρόπο, σὲ λογικὴ προθεσμία, σὲ διαιτησία τῆς ὁποίας ἡ διαδικασία ἀποφασίζεται ἀπὸ τὴ Συνέλευση τῶν Μελῶν, κατὰ τὴν πρώτη της σύνοδο, μὲ πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων τῶν Μελῶν τῶν ὁποίων οἱ ἐκπρόσωποι εἶναι παρόντες καὶ ψηφίζουν.

Ἄρθρο 18. (Σχέσεις μὲ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Ἕνωση Ραδιοφωνίας (UER) καὶ ἄλλους Διεθνεῖς Ὀργανισμούς).

Τὸ Συμβούλιο τοῦ ECS μπορεῖ μὲ πρωτοβουλία του ἢ κατόπιν αἰτήσεως τῆς UER ἢ κάποιου ἄλλου διεθνοῦς ὀργανισμοῦ νὰ ὀργανώνει μικτὲς συνόδους μὲ ἐκπροσώπους τῶν ὀργανισμῶν αὐτῶν κατὰ τὴν διάρκεια τῶν ὁποίων μποροῦν νὰ συζητοῦνται συγκεκριμένα θέματα κοινοῦ ἐνδιαφέροντος λαμβανομένων δεόντως ὑπόψη τῶν προνομίων τῶν Μελῶν.

Τὸ Συμβούλιο MAROTS μπορεῖ, μὲ τοὺς ἴδιους ὅρους, νὰ συγκαλεῖ μικτὲς συνόδους μὲ ἐκπροσώπους διεθνῶν ὀργανισμῶν ποὺ ἀντιπροσωπεύουν, εἰδικότερα, συμφέροντα ναυτιλιακῶν ἐπικοινωνιῶν.

Ἡ ἡμερήσια διάταξη καθὼς καὶ ἡ διοργάνωση τῶν συνελεύσεων αὐτῶν ἀποφασίζονται ἐκ τῶν προτέρων ἀπὸ κάθε Συμβούλιο.

Ἄρθρο 19. (Τροποποιήσεις).

Ἡ παροῦσα Συμφωνία μπορεῖ νὰ τροποποιηθεῖ μὲ ὁμόφωνη ἀπόφαση τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν, ἐν τούτοις:

— ἡ Συνέλευση μπορεῖ νὰ ἀποφασίζει γιὰ τὴ θέση σὲ λειτουργία νέων διαστημικῶν τομέων ὑπὸ τοὺς ὅρους ψηφίσεως ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 5 (ε) γιὰ θέματα οὐσίας,

— οἱ Συμπληρωματικὲς Συμφωνίες, μποροῦν νὰ τροποποιοῦνται μὲ ὁμόφωνη ἀπόφαση τοῦ ἁρμοδίου Συμβουλίου λαμβανομένης ὑπόψη τῆς γνώμης ποὺ ἐκφράζει ἡ Συνέλευση τῶν Μελῶν.

Ἄρθρο 20. (Διατάξεις ποὺ ἀφοροῦν τὸ ὁριστικὸ καθεστὼς EUTELSAT).

α) Τουλάχιστον ἕξι μῆνες πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ποὺ ἔχει προβλεφθεῖ γιὰ τὴν θέση σὲ ἐκμετάλλευση τοῦ διαστημικοῦ τομέα ECS ἡ Συνέλευση τῶν Μελῶν ὑποβάλλει στὰ Μέλη τῆς παρούσας Συμφωνίας ἔκθεση ποὺ περιέχει τὶς συστάσεις της ἐπὶ τῶν ὁριστικῶν διατάξεων ποὺ ἀφοροῦν τὸν Ὀργανισμὸ EUTELSAT.

β) Ὁποιαδήποτε κι ἂν εἶναι ἡ μορφὴ τοῦ ὁριστικοῦ καθεστῶτος :

1. Οἱ σκοποὶ τοῦ Ὀργανισμοῦ EUTELSAT πρέπει νὰ εἶναι σύμφωνοι μὲ τὶς ἀρχὲς ποὺ περιέχονται στὸν Πρόλογο τῆς παρούσας Συμφωνίας.

2. Ὅλες οἱ Διευθύνσεις μέλη τῆς CEPT καὶ ὑπὸ τὴν προϋπόθεση συμφωνίας τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν, ὅλες οἱ ἄλλες Διευθύνσεις τῶν εὐρωπαϊκῶν χωρῶν μελῶν τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἢ ὁ Ὀργανισμὸς τῶν χωρῶν αὐτῶν ποὺ ὑποδεικνύεται γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτό, μποροῦν νὰ προσχωρήσουν σ' αὐτό.

3. Οἱ ἐπενδύσεις τῶν Συμβαλλομένων προστατεύονται.

4. Εἰδικὲς διατάξεις :

— Ρυθμίζουν τὸ θέμα τῆς νομικῆς προσωπικότητος τοῦ EUTELSAT.
— Διευκρινίζουν τὴ διαδικασία καὶ τὴν περιοδικότητα κατὰ τὶς ὁποῖες προσδιορίζονται τὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως τῶν Συμβαλλομένων καθὼς καὶ τοὺς ὅρους οἰκονομικῶν ἀναπροσαρμογῶν μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων.
— Ὁρίζουν τοὺς ὅρους ἐπιστροφῆς τοῦ ἐπενδεδυμένου κεφαλαίου.
— Προβλέπουν τοὺς ὅρους καθορισμοῦ τῶν τελῶν χρήσεως τῶν διαστημικῶν τομέων.
— Διευκρινίζουν τὶς διατάξεις, περιλαμβανομένων καὶ τῶν οἰκονομικῶν διαδικασιῶν ποὺ ρυθμίζουν τὴν μεταβίβαση στὸν EUTELSAT τῶν καθηκόντων ποὺ ἔχουν ἀνατεθεῖ στὶς ἐξουσιοδοτημένες Διευθύνσεις.
— Διευκρινίζουν τὶς διαδικασίες ποὺ ρυθμίζουν τὶς σχέσεις μὲ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Ὑπηρεσία Διαστήματος.

γ) Ἡ Ἔκθεση ποὺ προβλέπεται στὴν παράγραφο α) τοῦ παρόντος Ἄρθρου θὰ ἐξετασθεῖ σὲ διεθνῆ διάσκεψη τῶν Μελῶν στὴν ὁποία θὰ μπορέσουν ἐπίσης νὰ συμμετάσχουν ὡς παρατηρητὲς οἱ Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις Τηλεπικοινωνιῶν ποὺ δὲν ἀποτελοῦν Μέλη τῆς παρούσας Συμφωνίας καὶ ἡ ὁποία θὰ συγκληθεῖ γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτὸ ἀπὸ τὴ Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιῶν τῆς Ἕδρας ἐντὸς διαστήματος τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ὑποβολῆς τῆς ἐκθέσεως. Τὰ Μέλη τῆς παρούσας Συμφωνίας θὰ προσπαθήσουν γιὰ τὴ δημιουργία τοῦ ὁριστικοῦ καθεστῶτος τὸ συντομότερο δυνατὸ γιὰ νὰ μπορέσει νὰ ἰσχύσει τὸ ἀργότερο ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως σὲ λειτουργία τοῦ διαστημικοῦ τομέα ECS.

δ) Στὴν περίπτωση ποὺ τὸ ὁριστικὸ καθεστὼς δὲν θὰ συσταθεῖ ἐγκαίρως, ὁ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT θὰ ἀναλάβει τὴν ἐκμετάλλευση καὶ τὴ συντήρηση τῶν διαστημικῶν τομέων βάσει τῆς παρούσας Συμφωνίας καὶ τῶν Συμπληρωματικῶν Συμφωνιῶν μέχρι τῆς θέσεως σὲ ἰσχὺ τοῦ ὁριστικοῦ καθεστῶτος.

Ἄρθρο 21. (Θέση σὲ ἰσχὺ καὶ διάρκεια).

α) Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ ἀρχίσει νὰ ἰσχύει ἀπὸ τὴν ἡμέρα ὑπογραφῆς της ἀπὸ δέκα Διευθύνσεις Μέλη τῆς CEPT ἢ Ἀνεγνωρισμένους Ἰδιωτικοὺς Φορεῖς δεόντως ἐξουσιοδοτημένους γι' αὐτὸ ἀπὸ τὴ Διεύθυνσή τους Μέλος τῆς CEPT.

Ἡ θέση σὲ ἰσχὺ τῆς παρούσας Συμφωνίας δὲν συνεπάγεται τὴν αὐτόματη θέση σὲ ἰσχὺ τῶν Συμπληρωματικῶν Συμφωνιῶν ποὺ ἀποτελοῦν ἀντικείμενο εἰδικῶν διατάξεων.

β) Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ παραμείνει ἀνοικτὴ γιὰ ὑπογραφὴ μέχρι τὶς 15 Σεπτεμβρίου 1977. Μετὰ τὴν ἡμερομηνία αὐτὴ οἱ Διευθύνσεις Μέλη τῆς CEPT ἢ Ἀναγνωρισμένοι Ἰδιωτικοὶ Φορεῖς δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι γι' αὐτὸ ἀπὸ τὴ Διεύθυνσή τους Μέλος τῆς CEPT θὰ μποροῦν νὰ προσχωρήσουν στὴν παροῦσα Συμφωνία σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 13 τῆς παρούσας Συμφωνίας.

Ἐὰν κατὰ τὴν ἡμερομηνία αὐτή, ὁ ἀριθμὸς τῶν Μελῶν δὲν εἶναι τουλάχιστον αὐτὸς ποὺ ἀπαιτεῖται σύμφωνα μὲ τὴ παράγραφο α) ἀνωτέρω ἡ παροῦσα Συμφωνία δὲν θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχύ.

γ) Καμμιὰ ἐπιφύλαξη δὲν μπορεῖ νὰ γίνει στὴν παροῦσα Συμφωνία.

δ) Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ παραμείνει σὲ ἐφαρμογὴ μέχρι τῆς θέσεως σὲ ἰσχὺ νέας Συμφωνίας ποὺ θὰ τὴν ἀντικαταστήσει καὶ μέχρις ὅτου Μέλη ἀποφασίσουν γιὰ τὴν ἐκπνοή της.

ε) Στὴν περίπτωση κατὰ τὴν ὁποία ἡ Εὐρωπαϊκὴ Ὑπηρεσία Διαστήματος θὰ ἀποφάσιζε νὰ μὴ παραχωρήσει ἕναν ἀπὸ τοὺς δύο διαστημικοὺς τομεῖς ποὺ ἀναφέρονται σαφῶς στὴν παροῦσα Συμφωνία, ὁ τομέας αὐτὸς θὰ ἔπαυε ἀμέσως νὰ ἰσχύει. Αὐτὸ δὲν ἔχει σὰν ἀποτέλεσμα τὴν ἀπαλλαγὴ τῶν Μελῶν καὶ τῶν Συμβαλλομένων καὶ τὶς ὑποχρεώσεις ποὺ ἔχουν ἀναλάβει κατὰ τὸ διάστημα ἰσχύος τῆς παρούσας Συμφωνίας.

Ἄρθρο 22. (Γλῶσσες).

Οἱ γλῶσσες γαλλικὴ καὶ ἀγγλικὴ εἶναι ἀποδεκτὲς γιὰ τὰ ἔγγραφα καὶ τὶς συζητήσεις τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν καὶ τῶν Συμβουλίων.

Ἄρθρο 23. (Διάφορα).

α) Ὁ Πρόλογος καὶ τὸ Παράρτημα Β (ἐντολὴ) ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστο μέρος τῆς παρούσας Συμφωνίας.

Οἱ Συμπληρωματικὲς Συμφωνίες, ὅταν θὰ τεθοῦν σὲ ἰσχύ, ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστο μέρος τῆς παρούσας Συμφωνίας γιὰ τοὺς Συμβαλλομένους των καὶ θὰ ἀποτελέσουν τὰ παραρτήματα Α1 καὶ Α2 τῆς παρούσας Συμφωνίας.

β) Ἡ παροῦσα Συμφωνία συντάσσεται σὲ ἕνα μόνο ἀντίτυπο στὴ γαλλικὴ γλῶσσα τὸ ὁποῖο ἀποτελεῖ τὸ μόνο πρωτότυπο ποὺ ἔχει κατατεθεῖ στὴν Διεύθυνση Ἕδρας. Ἡ τελευταία θὰ ἀποστείλει ἕνα ἐπικυρωμένο ἀντίγραφο σὲ κάθε Μέλος.

Εἰς μαρτυρίαν τῶν ἀνωτέρω τὰ Μέλη τῆς παρούσας Συμφωνίας τὴν ὑπέγραψαν ἐξ ὀνόματός των, μὲ τοὺς ἀντίστοιχους ἐκπροσώπους των δεόντως ἐξουσιοδοτημένους γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτό.

Συνετάγη στὸ Παρίσι τὴν 13 Μαΐου 1977

ΣΥΝΗΜΜΕΝΟ

ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΣΧΕΤΙΚΕΣ ΜΕ ΤΟ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑ OTS

Οἱ δραστηριότητες οἱ σχετικὲς μὲ τὸ πρόγραμμα O.T.S. (Δορυφόρος Τροχιακῶν Δοκιμῶν) τῆς ἁρμοδιότητας τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν Ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Φορέων τῆς CEPT ἀσκοῦνται ἀπὸ τὸ Συμβούλιο ECS.

Οἱ Διευθύνσεις οἱ Ἀνεγνωρισμένοι Ἰδιωτικοὶ Φορεῖς τῆς CEPT ποὺ συμμετέχουν στὸ πρόγραμμα O.T.S. ἀλλὰ δὲν εἶναι δικαιωματικὰ Μέλη μποροῦν ἐν τούτοις μὲ αἴτη-

σή των νὰ ἐκπροσωποῦνται στὶς ἐργασίες καὶ συζητήσεις τοῦ Συμβουλίου ECS καὶ τῶν Συμβουλευτικῶν του Ἐπιτροπῶν ὅταν ἀφοροῦν ἀποκλειστικὰ τὸ πρόγραμμα αὐτό.

Στὴν περίπτωση αὐτὴ εἶναι ὑποχρεωμένες νὰ συμβάλλουν σὲ κάθε δαπάνη τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT σχετικὴ μὲ τὸ πρόγραμμα O.T.S. ποὺ θὰ τοὺς καταλογισθεῖ.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Β'

ΕΝΤΟΛΗ

α) Ἐντεταλμένη Διεύθυνση σύμφωνα μὲ τὸ Ἄρθρο 10 (β) ἐνεργεῖ ὁποιαδήποτε πράξη ζητήσει ὁ Γενικὸς Γραμματέας ἐνεργώντας σύμφωνα μὲ τὶς ἀποφάσεις τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν ἢ κάθε Συμβουλίου κατὰ περίπτωση. Ἐν τούτοις ἡ ἐντολὴ αὐτὴ περιορίζεται στὶς πράξεις ποὺ ἐκτελοῦνται σὲ ἐφαρμογὴ τοῦ σκοποῦ καὶ τῶν διατάξεων τῆς παρούσας Συμφωνίας καὶ τῶν Συμπληρωματικῶν Συμφωνιῶν.

β) Στὰ πλαίσια τοῦ Ἄρθρου 10 (β) ἐντεταλμένη Διεύθυνση ἀντιπροσωπεύει τὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ἰδιαίτερα γιὰ τὴν σύναψη συμβάσεων καὶ εἰδικὰ γιὰ τὴν ὑπογραφὴ συμφωνιῶν μὲ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Ὑπηρεσία Διαστήματος γιὰ τὴ σύναψη τῶν ἀναγκαίων δανείων καὶ γιὰ ὁποιαδήποτε νομικὴ διαδικασία.

γ) Ἐντεταλμένη Διεύθυνση δὲν ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ μεταβιβάζει σὲ τρίτο πρόσωπο ὅλη ἢ μέρος τῆς ἐντολῆς της ἐκτὸς ἐὰν λάβει δεόντως τὴ συγκατάθεση ὅλων τῶν Μελῶν.

δ) Ἐντεταλμένη Διεύθυνση εἶναι ὑπόλογη γιὰ τὰ ποσὰ ποὺ καταβάλλει ἢ εἰσπράττει ὁ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT. Γι' αὐτὸ κάθε χρόνο καταρτίζει λογαριασμοὺς ποὺ πρέπει νὰ ἐγκρίνονται ἀπὸ τὴ Συνέλευση τῶν Μελῶν ἢ ἀπὸ κάθε Συμβούλιο κατὰ περίπτωση.

ε) Κάθε διαφορὰ μεταξὺ ὀργάνου τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT καὶ ἐντεταλμένης Διευθύνσεως ἢ μεταξὺ Μέλους καὶ ἐντεταλμένης Διευθύνσεως ἢ μεταξὺ Συμβαλλόμενου καὶ ἐντεταλμένης Διευθύνσεως διευθετεῖται μὲ διαιτησία σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 17 τῆς παρούσας Συμφωνίας.

στ) Ἡ ἐντολὴ μπορεῖ νὰ ἀνακληθεῖ 6 μῆνες μετὰ προειδοποίηση, εἴτε ἀπὸ ἐντεταλμένη Διεύθυνση εἴτε ἀπὸ πρόσωπο δεόντως ἐξουσιοδοτημένο, ποὺ ἐνεργεῖ γιὰ λογαριασμὸ τῆς Συνελεύσεως τῶν Μελῶν ἡ ὁποία θὰ ἔχει ἀποφασίσει τὴν ἀνάκληση αὐτὴ ὑπὸ τὶς προϋποθέσεις ψηφίσεως ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 5 (ε) γιὰ θέματα οὐσίας.

ζ) Στὴν περίπτωση τέτοιας ἀνακλήσεως, ἡ ἐντεταλμένη Διεύθυνση παραμένει ὑπεύθυνη γιὰ ὅλες τὶς ὑποχρεώσεις ποὺ ἔχουν ἀναληφθεῖ κατὰ τὴ διάρκεια ἰσχύος τῆς ἐντολῆς της μέχρις ὅτου ἄλλη Διεύθυνση ἐντολοδοτηθεῖ ἀντὶ αὐτῆς. Ὅμως ἡ εὐθύνη αὐτὴ δὲν δύναται νὰ ὑπερβεῖ τὴν ἑξάμηνη προθεσμία ποὺ προβλέπεται στὴ προηγούμενη παράγραφο.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α1 ΤΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΔΡΥΣΗ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΥ ΔΟΡΥΦΟΡΙΚΩΝ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ «ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT»

ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΣΧΕΤΙΚΗ ΜΕ ΤΟ ΔΙΑΣΤΗΜΙΚΟ ΤΟΜΕΑ ΤΟΥ ΔΟΡΥΦΟΡΙΚΟΥ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΑΚΟΥ ΣΥΣΤΗΜΑΤΟΣ ΓΙΑ ΤΗΝ ΣΤΑΘΕΡΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ (ECS)

ΠΡΟΛΟΓΟΣ

Οἱ Διευθύνσεις/Ἀνεγνωρισμένοι Ἰδιωτικοὶ Φορεῖς :
Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν Τουρκίας
Γαλλικὴ Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν
Διεύθυνση Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας Βελγίου
Πορτογαλικὴ Ἑταιρία Radio Markoni
Ἰταλικὴ Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν
Ἐθνικὴ Τηλεφωνικὴ Ἑταιρία Ἱσπανίας
Ὁλλανδικὴ Διεύθυνση Ταχυδρομείων Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας
Ταχυδρομεῖα καὶ Τηλεπικοινωνίες Γερμανίας
Σουηδικὴ Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιῶν
Νορβηγικὴ Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιῶν
Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν Δανίας
Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεγραφίας Φινλανδίας
Γενικὴ Διεύθυνση τῆς Ἐπιχειρήσεως Ταχυδρομείων Τηλεγράφων καὶ Τηλεφώνων Ἑλβετίας
Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν Λουξεμβούργου
Ταχυδρομεῖα τοῦ Ἡνωμ. Βασιλείου Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Βόρειας Ἰρλανδίας
Ἕνωση Ταχυδρομείων, Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας Γιουγκοσλαβίας
ἐπιθυμώντας νὰ συμμετάσχουν στὴν ἵδρυση, λειτουργία, συντήρηση καὶ χρήση τοῦ διαστημικοῦ τομέα τοῦ ECS ὅπως περιγράφεται στὸ Συνημμένο 1 τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας.

Συμφωνοῦν μὲ τὰ ἀκόλουθα

Ἄρθρο 1. (Ὁρισμοί).

Ἡ ἔκφραση «Ἱδρυτικὴ Συμφωνία» σημαίνει τὴν Συμφωνία γιὰ τὴν ἵδρυση Προσωρινοῦ Εὐρωπαϊκοῦ Ὀργανισμοῦ Δορυφορικῶν Τηλεπικοινωνιῶν καλουμένου «ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT».

Ἄρθρο 2. (Δικαιώματα καὶ Ὑποχρεώσεις τῶν Συμβαλλομένων).

α) Μὲ τὴν παροῦσα ΣυμπληρωματικὴΣυμφωνία, οἱ Συμβαλλόμενοι συμφωνοῦν νὰ συμμετάσχουν στὴν ἵδρυση, λειτουργία, συντήρηση καὶ χρήση τοῦ Διαστημικοῦ τομέα τοῦ ECS καὶ ἀναλαμβάνουν ὅλες τὶς συνεπαγόμενες ὑποχρεώσεις καὶ εὐθῦνες ποὺ ἀπορρέουν ἀπὸ τὴν Ἱδρυτικὴ Συμφωνία καὶ ἀπὸ τὴν παροῦσα Συμπληρωματικὴ Συμφωνία.

β) Οἱ Συμβαλλόμενοι ἔχουν τὸ δικαίωμα χρήσεως τῆς χωρητικότητας τοῦ διαστημικοῦ τομέα τοῦ ECS ἀνάλογα πρὸς τὸ μεριδιό τους χρηματοδοτήσεως.

Ἄρθρο 3. (Οἰκονομικὲς Διατάξεις πρόσθετες στὴν Ἱδρυτικὴ Συμφωνία).

α) Κάθε Συμβαλλόμενος συνεισφέρει στὶς ἀνάγκες χρηματοδοτήσεως ποὺ ἀναφέρονται στὴν παράγραφο ε) τοῦ Ἄρθρου 12 τῆς Ἱδρυτικῆς Συμφωνίας ἀνάλογα πρὸς τὸ μεριδιό του χρηματοδοτήσεως.

β) Βάσει ἐσωτερικῶν διατάξεων τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ὑπηρεσίας Διαστήματος καὶ κανονισμῶν πληρωμῶν ποὺ συμφωνήθηκαν μεταξὺ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ὑπηρεσίας Διαστήματος καὶ τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT ἡ κοινοποίηση ποὺ γίνεται ἀπὸ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Ὑπηρεσία Διαστήματος στὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT γιὰ τὴν εἴσπραξη τῶν ποσῶν ποὺ καταβλήθηκαν ἀπὸ ὁποιοδήποτε κράτος μέλος, ἀναφερομένων σὲ προμήθεια ὑλικῶν ἢ σὲ παροχὴ ὑπηρεσιῶν ἀπὸ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Ὑπηρεσία Διαστήματος στὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT καὶ ποὺ διαφορετικὰ θὰ ἐχρεώνοντο, σύμφωνα μὲ τὸ παρὸν Ἄρθρο, σ' ἕνα ἀπὸ τοὺς Συμβαλλόμενους, ἀποτελεῖ ἐκπλήρωση τῶν ὑποχρεώσεων τοῦ ἐν λόγῳ Συμβαλλομένου ἀναφορικὰ μὲ τὰ ποσὰ τὰ καταβληθέντα γιὰ τοὺς προαναφερθέντες λόγους ἀλλὰ ὄχι γιὰ ποσὰ σχετικὰ μὲ ἄλλες ἀνάγκες χρηματοδοτήσεως.

γ) Ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας, τὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως τῶν Συμβαλλομένων ἀντιστοιχοῦν στὰ ἀρχικὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως καθοριζόμενα σύμφωνα μὲ τὸ Συνημμένο 2 τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας, προσαρμοζόμενα, ἂν χρειασθεῖ, ἔτσι ὥστε τὸ ἄθροισμα ὅλων τῶν μεριδίων χρηματοδοτήσεως νὰ ἀνέρχεται στὸ 100 %.

δ) Ἐκτὸς ἀπὸ τὰ προβλεπόμενα στὶς παραγράφους ιγ) καὶ ιδ) τοῦ Ἄρθρου 12 τῆς Ἱδρυτικῆς Συμφωνίας, τὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως τῶν Συμβαλλομένων παραμένουν ἐκεῖνα ποὺ καθορίστηκαν σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο (γ) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, μέχρι τῆς ἡμερομηνίας ποὺ θὰ καθορισθεῖ ἀπὸ τὸ Συμβούλιο τοῦ ECS καὶ ποὺ θὰ ὁριστεῖ μεταξὺ 4 καὶ 5 ἐτῶν μετὰ τὴν ἡμερομηνία κατὰ τὴν ὁποία θὰ τεθεῖ ὁ πρῶτος δορυφόρος σὲ τροχιά, σὲ κατάσταση λειτουργίας ἢ συντομώτερα, ἀφοῦ 15 Συμβαλλόμενοι προσεχώρησαν στὸ διαστημικὸ τομέα τοῦ ECS ἢ μέσω ἰδικῶν τους σταθμῶν ἐδάφους ἢ μέσω σταθμῶν ἐδάφους ἄλλων Συμβαλλομένων.

ε) Ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία ποὺ θὰ καθορίζεται ἀπὸ τὸ Συμβούλιο τοῦ ECS σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο δ) τοῦ παρόντος Ἄρθρου καὶ παράλληλα μὲ τὸν καθορισμὸ τῶν μεριδίων χρηματοδοτήσεως ποὺ προβλέπεται στὶς παραγράφους ιγ) καὶ ιδ) τοῦ Ἄρθρου 12 τῆς Ἱδρυτικῆς Συμφωνίας, τὸ Συμβούλιο τοῦ ECS καθορίζει ἐτησίως τὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως τῶν Συμβαλλομένων, τὰ ὁποῖα ἰσχύουν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τοῦ καθορισμοῦ. Οἱ ἐτήσιοι καθορισμοὶ τῶν μεριδίων χρηματοδοτήσεως γίνονται μὲ βάση τὴν ἀθροιστικὴ ἡμερήσια χρήση τοῦ διαστημικοῦ τομέα ἀπὸ τοὺς Συμβαλλομένους κατὰ τὴν διάρκεια τῶν 90 ἡμερῶν πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τοῦ καθορισμοῦ. Προσωρινὴ χρήση δὲν συμπεριλαμβάνεται σ' αὐτοὺς τοὺς καθορισμούς. Ἂν Συμβαλλόμενος ἀρχίσει χρήση τοῦ διαστημικοῦ τομέα ἐντὸς τοῦ διαστήματος τῶν 90 ἡμερῶν ποὺ προηγεῖται ἑνὸς τέτοιου καθορισμοῦ, τὸ Συμβούλιο ECS καθορίζει κατόπιν συνεννοήσεως μὲ τὸν ἐν λόγῳ Συμβαλλόμενο, τὸ μερίδιό του χρηματοδοτήσεως γιὰ τὴν ἐτήσια περίοδο ποὺ ἕπεται τῆς ἡμερομηνίας καθορισμοῦ.

στ) Γιὰ τὴν κατανομὴ τῆς χωρητικότητας τοῦ διαστημικοῦ τομέα μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 2 παράγραφος β) τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας, τὸ Συμβούλιο ECS καθορίζει ἀπὸ τὸ ἔτος κατὰ τὸ ὁποῖο τέθηκε σὲ τροχιὰ ὁ πρῶτος δορυφόρος σὲ κατάσταση λειτουργίας καὶ κάθε ἑπόμενο ἔτος τὴν χωρητικότητα τοῦ διαστημικοῦ τομέα ποὺ θὰ κατανέμεται μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων ἐτησίως λαμβάνοντας ὑπόψη τὸν πίνακα ποὺ περιέχεται στὸ Συνημμένο 1 τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας.

ζ) Μέχρις ὅτου ἐφαρμοσθοῦν αἱ διατάξεις ποὺ περιέχονται στὴν παράγραφο η) τοῦ παρόντος ἄρθρου.

1. Οἱ πληρωμὲς συνεισφορῶν ἀπὸ τοὺς Συμβαλλομένους γιὰ τὰ μερίδιά τους χρηματοδοτήσεως θεωροῦνται τέλη χρήσεως γιὰ τὴν χρήση τῆς χωρητικότητας τοῦ διαστημικοῦ τομέα ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς ἐκχωρουμένης χωρητικότητας στοὺς Συμβαλλομένους σύμφωνα μὲ τὸ Ἄρθρο 2 παράγραφος β) τῆς παρούσης Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας καὶ τῆς παραγράφου στ) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, καὶ μόνο γιὰ λόγους συμφωνίας μὲ τὶς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 12 ι) τῆς Ἱδρυτικῆς Συμφωνίας καὶ χωρὶς νὰ λαμβάνονται ὑπόψη οἰκονομικὲς διατάξεις ποὺ τὸ Συμβούλιο ECS ἐνδέχεται νὰ υἱοθετήσει.

2. Κάθε Συμβαλλόμενος, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ἐγκρίσεως ἀπὸ τὸ Συμβούλιο ECS ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ χρησιμοποιεῖ χωρητικότητα διαστημικοῦ τομέα ἐπὶ πλέον τῆς χωρητικότητας ποὺ ἔχει ἐκχωρηθεῖ σ' αὐτὸν σύμφωνα μὲ τὸ Ἄρθρο 2 τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας καὶ τῆς παραγράφου στ) τοῦ παρόντος Ἄρθρου καταβάλλοντας τέλος ποὺ θὰ καθοριστεῖ ἀπὸ τὸ Συμβούλιο ECS. Προκειμένου νὰ ἀποφασισθεῖ πόση χωρητικότητα μπορεῖ νὰ χρησιμοποιηθεῖ ἀπὸ τοὺς Συμβαλλομένους πέρα τῆς χωρητικότητος ποὺ ἔχει ἐκχωριθεῖ σ' αὐτοὺς σύμφωνα μὲ τὸ Ἄρθρο 2 παραγρ. β) τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας καὶ τῆς παραγρ. στ) τοῦ παρόντος Ἄρθρου τὸ Συμβούλιο ECS θὰ λάβει ὑπόψη τὶς ἀνάγκες τῶν χρηστῶν καὶ μελλοντικῶν χρηστῶν κατὰ τὰ ἑπόμενα ἔτη.

η) Ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία ποὺ καθορίστηκε σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο δ) τοῦ παρόντος Ἄρθρου καὶ ἐφ' ὅσον δὲν ἀποφασίσει διαφορετικὰ τὸ Συμβούλιο ECS, τὰ τέλη χρήσεως ἐφαρμόζονται, ἔχοντας ὑπόψη τὶς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 12 ι) καὶ τοῦ ἄρθρου 20 τῆς Ἱδρυτικῆς Συμφωνίας, μὲ σκοπὸ τὴν ἐξασφάλιση ἐσόδων ἱκανῶν νὰ καλύψουν μὲ λογικοὺς ὅρους καὶ μέσα σὲ λογικὰ χρονικὰ ὅρια τὰ ἔξοδα λειτουργίας, συντηρήσεως καὶ διαχειρίσεως καὶ τὴν παροχὴ ποὺ τὸ Συμβούλιο ECS ἐνδεχομένως ἀποφασίζει ὅτι εἶναι ἀπαραίτητα γιὰ τὴν ἱκανοποίηση οἰκονομικῶν ἀναγκῶν.

θ) Σὲ κάθε τροποποίηση τῶν μεριδίων χρηματοδοτήσεως μετὰ τὸν καθορισμὸ τῶν μεριδίων χρηματοδοτήσεως ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο γ) τοῦ παρόντος Ἄρθρου οἱ οἰκονομικοὶ διακανονισμοὶ πραγματοποιοῦνται μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων μὲ βάση ἐκτίμηση ποὺ γίνεται ἀπὸ τὸ Συμβούλιο ECS σύμφωνα μὲ ἀρχὲς ποὺ καθορίζονται ἀπὸ τὸν ἐν λόγῳ Συμβούλιο τὸ συντομώτερο δυνατό. Ἐν τούτοις οἱ διακανονισμοὶ αὐτοὶ πρέπει νὰ παραμένουν σὲ ἰσχὺ ἐντὸς λογικῶν ὁρίων ποὺ καθορίζονται ἀπὸ τὸ Συμβούλιο ECS λαμβανομένων ὑπόψη τοῦ συμφέροντος ὅλων τῶν Συμβαλλομένων καὶ τῶν ὅρων χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέα ECS.

Ἄρθρο 4. (Ἀνώτατο ἐπιτρεπόμενο ὕψος οἰκονομικῶν ὑποχρεώσεων).

α) Ἡ συνολικὴ οἰκονομικὴ ὑποχρέωση ὅλων τῶν Συμβαλλομένων περιορίζεται :

1. Στὸ μερίδιο τοῦ διαστημικοῦ τομέα τοῦ ECS στὰ ἔξοδα διαχειρίσεως τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

2. Σὲ ὅλες τὶς ἀνάγκες χρηματοδοτήσεως τὶς ἀναφερόμενες στὸ διαστημικὸ τομέα τοῦ ECS καὶ ποὺ ἀποδίδονται στὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT.

3. Σὲ ἀποζημιώσεις καταβληθεῖσες ἀπὸ τὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT δυνάμει τοῦ Ἄρθρου 16 β) τῆς Ἱδρυτικῆς Συμφωνίας.

β) Τὸ σύνολο τῶν οἰκονομικῶν συμμετοχῶν συμπεριλαμβανομένων ἐνδεχομένως, τελῶν χρήσεως, ὅλων τῶν Συμβαλλομένων στὶς οἰκονομικὲς ὑποχρεώσεις ποὺ ἀναφέρονται στὴν παραγρ. α) 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὑπόκειται σ' ἐτήσιο ἀνώτατο ὅριο :

1. Ἑνὸς (1) ἑκατομμυρίου λογιστικῶν μονάδων κατὰ τὴν διάρκεια τῆς περιόδου μεταξὺ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας καὶ τῆς ἡμερομηνίας τῆς πρώτης πληρωμῆς ἀπὸ τὸν ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT γιὰ τὸ διαστημικὸ τομέα τοῦ ECS, ἐν τούτοις ἡ ἡμερομηνία αὐτή, δὲν μπορεῖ νὰ εἶναι προγενέστερη τῆς θέσεως σὲ τροχιὰ τοῦ πρώτου δορυφόρου σὲ κατάσταση λειτουργίας.

2. Δέκα (10) ἑκατομμυρίων λογιστικῶν μονάδων στὰ ἐπίπεδα τιμῶν τῆς 31 Δεκεμβρίου 1976 ἐν συνεχεία. Τὸ ἀνώτατο αὐτὸ ἐπιτρεπτὸ ὕψος ἀναθεωρεῖται ἐτησίως ἀπὸ τὸ Συμβούλιο τοῦ ECS γιὰ νὰ λαμβάνονται ὑπόψη οἱ ἀλλαγὲς στὰ ἐπίπεδα τιμῶν. Γιὰ τὸν σκοπὸ αὐτὸ τὸ Συμβούλιο τοῦ ECS λαμβάνει ὑπόψη τὸν τύπο ἀναθεωρήσεως τιμῶν ποὺ ἔχει συμπεριληφθεῖ στὴ Συμφωνία Προμηθειῶν τοῦ διαστημικοῦ τομέα ECS.

γ) Ἐκτὸς ἀπὸ τὶς τροποποιήσεις στὸ ἀνώτατο ἐπιτρεπτὸ ὕψος ποὺ προκύπτουν ἀπὸ τὴν ἀναθεώρηση τιμῶν ὅπως περιγράφεται στὴν παράγραφο β) 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου τὰ ἀνώτατα ἐπιτρεπτὰ ὅρια μπορεῖ νὰ τροποποιηθοῦν μὲ πλειοψηφία 2/3 τοῦ συνόλου τῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου ὑπὸ τὴν προϋπόθεση ὅτι ἡ πλειοψηφία αὐτὴ ἀντιπροσωπεύει τοὐλάχιστον τὰ 2/3 τοῦ συνόλου τῶν σταθμισμένων ψήφων ὅλων τῶν Συμβαλλομένων τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας.

δ) Ἡ ἀξία τῆς λογιστικῆς μονάδος στὴν ὁποία ἐκφράζονται τὰ ποσὰ ποὺ ἀναφέρονται ἀνωτέρω εἶναι ἰσοδύναμη μὲ τὴν ἀξία τῆς λογιστικῆς μονάδος STANDARD BASKET ποὺ δημιουργήθηκε μὲ ἀπόφαση τοῦ Συμβουλίου τῶν Εὐρωπαϊκῶν Κοινοτήτων στὶς 21 Ἀπριλίου 1975 ἢ μὲ κάποια ἄλλη λογιστικὴ μονάδα ποὺ πιθανὸν νὰ υἱοθετεῖ τὸ Συμβούλιο τῶν Εὐρωπαϊκῶν Κοινοτήτων.

Ἄρθρο 5. (Ἀποχώρηση).

Ἐκτὸς ἀπὸ τὴν περίπτωση ποὺ τὸ Συμβούλιο ECS ἔχει διαφορετικὴ γνώμη τὸ μέρος τῶν συνεισφορῶν κεφαλαίου, τὸ ὀφειλόμενο ἀπὸ ἕνα Συμβαλλόμενο ὁ ὁποῖος ἔχει ἀποχωρήσει ἢ θεωρεῖται πὼς ἔχει ἀποχωρήσει ἀπὸ τὴν παροῦσα Συμπληρωματικὴ Συμφωνία, σύμφωνα μὲ τὸ Ἄρθρο 13 τῆς Ἱδρυτικῆς Συμφωνίας σχετικὰ μὲ κάθε συμβατικὴ δέσμευση σαφῶς ἐγκεκριμένη ἀπὸ τὸ Συμβούλιο ECS πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς τοιαύτης ἀποχωρήσεως, προσδιορίζεται βάσει τοῦ μεριδίου χρηματοδοτήσεως τοῦ Συμβαλλομένου αὐτοῦ σὲ χρόνο ποὺ τὸ Συμβούλιο ECS θεωρεῖ κατάλληλο γιὰ ὅλες τὶς περιστάσεις.

Ἄρθρο 6. (Ἔναρξη ἰσχύος καὶ Διάρκεια).

α) Ἡ παροῦσα Συμπληρωματικὴ Συμφωνία τίθεται σὲ ἰσχὺ 15 ἡμέρες ἀφ' ὅτου ὑπογραφεῖ ἀπὸ δεκατρεῖς τοὐλάχιστον Συμβαλλομένους ποὺ ἀντιπροσωπεύουν τοὐλάχιστον τὸ 85 % (ὀγδόντα πέντε τοῖς ἑκατὸ) τῶν ἀρχικῶν μεριδίων χρηματοδοτήσεως.

β) Ἡ παροῦσα Συμπληρωματικὴ Συμφωνία εἶναι ἀνοικτὴ γιὰ ὑπογραφὴ μέχρι τὴν 1 Σεπτεμβρίου 1978.

Ἐάν, κατὰ τὴν ἡμερομηνία αὐτή, οἱ ὅροι ποὺ ἀπαιτοῦνται σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο α) τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἔχουν ἐπιτευχθεῖ, ἡ παροῦσα Συμπληρωματικὴ Συμφωνία δὲν τίθεται σὲ ἰσχύ.

γ) Ἡ παροῦσα Συμπληρωματικὴ Συμφωνία παραμένει σὲ ἰσχὺ μέχρις ὅτου τεθεῖ σὲ ἰσχὺ νέα Συμφωνία ποὺ θὰ τὴν ἀντικαταστήσει ἢ μέχρις ὅτου οἱ Συμβαλλόμενοι ἀποφασίσουν γιὰ τὴν ἐκπνοή της.

δ) Ἡ παροῦσα Συμπληρωματικὴ Συμφωνία παύει ἐπίσης νὰ ἰσχύει :

1. Ἐὰν ἡ Εὐρωπαϊκὴ Ὑπηρεσία Διαστήματος ἀποφασίσει νὰ μὴ παρέξει τὸν Διαστημικὸ τομέα τοῦ ECS τουλάχιστον μὲ τὰ τεχνικὰ καὶ λειτουργικὰ χαρακτηριστικὰ ποὺ περιγράφονται στὸ Συνημμένο Νο1.

2. Ἂν δὲν ἔχει ὑπογραφεῖ μέχρι τὸ τέλος τοῦ 1980 ἱκανοποιητικὴ συμφωνία μεταξὺ τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT καὶ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ὑπηρεσίας Διαστήματος.

3. Ἄν, μέχρι τὸ τέλος τοῦ 1984 ὅλες οἱ προσπάθειες γιὰ παροχὴ τοῦ Διαστημικοῦ τομέα τοῦ ECS ἔχουν ναυαγήσει.

4. Κατὰ τὴν ἀντικατάσταση τοῦ Διαστημικοῦ τομέα τοῦ ECS ποὺ περιγράφεται στὸ Συνημ. Νο 1.

ε) Προκειμένου νὰ συνεχισθεῖ ἡ λειτουργία τοῦ Διαστημικοῦ τομέα τοῦ ECS κατὰ τὸν τερματισμὸ τῆς περιόδου ποὺ ὁρίζεται στὴν Συμφωνία μὲ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Ὑπηρεσία Διαστήματος γιὰ τὴν παροχὴ διαστημικοῦ τομέα τοῦ ECS προτείνει ἐγκαίρως στοὺς Συμβαλλομένους τὶς ἀναγκαῖες τροποποιήσεις τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας.

Ἄρθρο 7. (Διάφορα).

α) Ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος της ἡ παροῦσα Συμπληρωματικὴ Συμφωνία ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστο μέρος τῆς Ἱδρυτικῆς Συμφωνίας.

β) Ἡ παροῦσα Συμπληρωματικὴ Συμφωνία ἔχει συνταχθεῖ στὴν Γαλλικὴ γλῶσσα σ' ἕνα ἀντίτυπο ποὺ ἀποτελεῖ τὸ μόνο πρωτότυπο ποὺ θὰ κατατεθεῖ στὴν Διεύθυνση τῆς Ἕδρας ἡ ὁποία θὰ στείλει ἕνα ἐπικυρωμένο ἀντίγραφο σὲ κάθε Συμβαλλόμενο.

γ) Ὁ Πρόλογος καὶ τὰ Συνημμένα 1 καὶ 2 ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστο μέρος τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας.

δ) Ἡ Διεύθυνση τῆς Ἕδρας ἐνημερώνει ὅλες τὶς Διευθύνσεις Μέλη τῆς CEPT τὸ συντομώτερο δυνατὸν σχετικὰ μέ :

1. Κάθε ὑπογραφὴ ποὺ τίθεται στὴ Παροῦσα Συμπληρωματικὴ Συμφωνία.

2. Τὴν ἔναρξη τῆς 15ημέρου περιόδου ποὺ ἀναφέρεται στὴν παράγραφο α) τοῦ Ἄρθρου 6 τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας.

3. Τὴν ἔναρξη ἰσχύος τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας.

Ἄρθρο 8. (Γραμματεία).

Τὸ Συμβούλιο ECS μαζὶ μὲ τὸν Γενικὸ Γραμματέα λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα σχετικὰ μὲ τὶς ὑπηρεσίες γραμματείας, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 9 τῆς Ἱδρυτικῆς Συμφωνίας. Τὸ Συμβούλιο βοηθεῖται ἀπὸ τὸ προσωπικὸ τῆς Μόνιμης Γραμματείας.

Εἰς μαρτυρίαν τῶν ἀνωτέρω τὰ μέλη τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας τὴν ὑπέγραψαν διὰ τῶν ἀντιστοίχων ἀντιπροσώπων τους καταλλήλως ἐξουσιοδοτημένων πρὸς τὸν σκοπὸ αὐτό.

Πραγματοποιήθηκε στὸ Παρίσι
τὴν 10 Μαρτίου 1978

ΣΥΝΗΜΜΕΝΟ Νο 1

ΠΕΡΙΓΡΑΦΗ ΤΟΥ ΔΙΑΣΤΗΜΙΚΟΥ ΤΟΜΕΑ ΤΟΥ ECS

1. Ὁ Διαστημικὸς τομέας τοῦ ECS ἀποτελεῖται ἀπὸ δορυφόρους σὲ τροχιὰ καὶ τὸν ἐξοπλισμὸ καὶ τὶς ἐγκαταστάσεις τηλεανιχνεύσεως, τηλεμετρήσεων, τηλεκατευθύνσεως καὶ ἄλλων ἐργασιῶν ἀπαραιτήτων γιὰ τὴν λειτουργία τῶν δορυφόρων αὐτῶν.

2. Οἱ δορυφόροι ποὺ προέρχονται ἀπὸ τὸν δορυφόρο OTS βασικὰ περιλαμβάνουν κατ' ἀρχὴ 12 ἐνισχυτές, χωρὶς ἐφεδρεία, ὀνομαστικοῦ εὔρους ζώνης 80 MHZ, μὲ τροφοδότηση ἠλεκτρικῆς ἐνεργείας ἱκανῆς γιὰ τὴν λειτουργία 9 ἐξ αὐτῶν σὲ ἡλιακὸ φῶς καὶ 5 ὑπὸ ἔκλειψη. Οἱ κεραῖες ἐξασφαλίζουν τὶς ἀκόλουθες καλύψεις : Εὐρωπαϊκὴ ζώνη γιὰ λήψη, Εὐρωπαϊκὴ ζώνη, Ἀτλαντικὴ ζώνη, Δυτικὴ καὶ Ἀνατολικὴ ζώνη, γιὰ ἐκπομπὴ (βλ. Σχ. 1 τοῦ Συνημμένου Νο 3).

Ἡ πρωτεύουσα κάθε χώρας τῶν Διευθύνσεων μελῶν τῆς CEPT περιέχεται στὴν Εὐρωπαϊκὴ ζώνη γιὰ λήψη, στὴν Εὐρωπαϊκὴ ζώνη γιὰ ἐκπομπὴ καὶ σὲ μιὰ τοὐλάχιστον ἀπὸ τὶς ἀκόλουθες τρεῖς ζῶνες καὶ συγκεκριμένα δηλ. τὴν «Ἀτλαντικὴ», τὴν «Δυτικὴ» καὶ τὴν «Ἀνατολικὴ» ζώνη, ὑπὸ τὴν προϋπόθεση ὅτι ἡ χώρα αὐτὴ εἶναι ἐξ ὁλοκλήρου ἢ κατὰ ἕνα μέρος ἐντὸς τῆς γραμμοσκιασμένης περιοχῆς τοῦ Σχ. 1 τοῦ Συνημ. 3.

3. Ὑπὸ κανονικὲς συνθῆκες λειτουργίας δύο δορυφόροι εὑρίσκονται σὲ τροχιὰ σὲ κατάσταση λειτουργίας, μεταξὺ τῶν 10 καὶ 12 μοιρῶν Ἀνατολικὰ ἐπὶ σχεδὸν ἰσημερινῆς σύγχρονης τροχιᾶς.

4. Γιὰ νὰ θεωρηθεῖ ὅτι εὑρίσκονται σὲ κατάσταση λειτουργίας οἱ δύο δορυφόροι ποὺ ἀναφέρονται στὴν παράγραφο 3 ἀνωτέρω, πρέπει νὰ εἶναι σύμφωνοι μὲ τὶς προδιαγραφὲς ποὺ υἱοθετεῖ τὸ Συμβούλιο τοῦ ECS καὶ πρέπει ὁ καθένας νὰ διαθέτει τὸν ἐλάχιστο ἀριθμὸ ἐνισχυτῶν σὲ κατάσταση λειτουργίας, ὅπως ἀναφέρεται στὸν Πίνακα 1 τοῦ Συνημμένου 3.

5. Προκειμένου νὰ ἐξασφαλισθεῖ ἡ συνέχεια τῆς τηλεπικοινωνιακῆς ὑπηρεσίας, τίθεται σὲ κατάσταση λειτουργίας ἕνας δορυφόρος, τὸ συντομώτερο δυνατόν, στὴν περίπτωση ποὺ ὁ ἕνας ἀπὸ τοὺς δύο δορυφόρους ποὺ ἀναφέρονται στὴν παράγραφο 3 ἀνωτέρω δὲν διαθέτει πλέον τὸν ἐλάχιστο ἀριθμὸ ἐνισχυτῶν σὲ κατάσταση λειτουργίας ὅπως ἐκτίθεται στὸν Πίνακα 1 τοῦ Συνημμένου 3, ἢ εἶναι ἀδύνατον νὰ χρησιμοποιηθεῖ πιά.

ΣΥΝΗΜΜΕΝΟ Νο 2

Αρχικὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος.

1. Πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας, τὰ ἀρχικὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως τῶν Συμβαλλομένων εἶναι τὰ ἀκόλουθα :

Γερμανία	9.9 %
Αὐστρία	1.2 %
Βέλγιο	3.5 %
Δανία	3.0 %
Ἱσπανία	4.25 %
Φινλανδία	2.5 %
Γαλλία	15.0 %
Ἰταλία	10.5 %
Λουξεμβοῦργο	0.2 %
Νορβηγία	2.3 %
Ὁλλανδία	5.0 %
Πορτογαλλία	2.8 %
Ἡνωμένο Βασίλειο	15.0 %
Σουηδία	5.0 %
Ἑλβετία	4.0 %
Τουρκία	0.85 %
Μὴ ἐκχωρημένο μερίδιο	15.0 %
Σύνολο	100 %

2. Κάθε Συμβαλλόμενος ἔχει τὴν δυνατότητα, πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας, νὰ ἀποδεχθεῖ ἀρχικὸ μερίδιο χρηματοδοτήσεως μεγαλύτερο ἐκείνου ποὺ ἀναγράφεται στὸ παρὸν συνημμένο ἄν :

a) ἄλλοι Συμβαλλόμενοι δέχονται νὰ μειώσουν ἀντιστοίχως τὸ ἀρχικὸ μερίδιο χρηματοδοτήσεως ἤ

b) ἡ παροῦσα Συμπληρωματικὴ Συμφωνία δὲν τεθεῖ σὲ ἰσχὺ μέχρι τὴν 21 Ἰουλίου 1978.

Οἱ ἐνδιαφερόμενοι Συμβαλλόμενοι ἐνημερώνουν τὴν Διεύθυνση τῆς Ἕδρας ἡ ὁποία συντάσσει καὶ διανέμει ἀναθεωρημένο πίνακα τῶν ἀρχικῶν μεριδίων χρηματοδοτήσεως, πρὸς ὅλους τοὺς Συμβαλλόμενους.

3. Συμβαλλόμενος ὁ ὁποῖος δὲν συμπεριλαμβάνεται στὸν πίνακα τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος Συνημμένου καὶ ποὺ ὑπογράφει τὴν παροῦσα Συμπληρωματικὴ Συμφωνία πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος της, δηλώνει στὴν Διεύθυνση τῆς Ἕδρας τὸ προτεινόμενο ἀρχικὸ μερίδιό του χρηματοδοτήσεως, ποὺ θὰ κυμαίνεται μέσα στὰ ὅρια τοῦ μὴ ἐκχωρηθέντος μεριδίου ποὺ ἀναγράφεται στὸν προαναφερθέντα πίνακα.

Ἐὰν πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας, Συμβαλλόμενος ὑπογράψει τὴν Συμπληρωματικὴ Συμφωνία ὅταν ὁλόκληρο τὸ μὴ ἐκχωρηθὲν μερίδιον στὸν προαναφερθέντα πίνακα ἔχει ἐξαντληθεῖ ἐκχωρεῖται στὸν Συμβαλλόμενο μέγιστο ἀρχικὸ μερίδιο χρηματοδοτήσεως ποὺ δὲν ὑπερβαίνει τὸ 4 %.

Ἡ Διεύθυνση τῆς Ἕδρας προσθέτει τότε τὸ ὄνομα τοῦ νέου Συμβαλλομένου καὶ τὸ ἀρχικὸ μερίδιο χρηματοδοτήσεως αὐτοῦ στὸν πίνακα μεριδίων χρηματοδοτήσεως τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος Συνημμένου. Τὸ ἀρχικὸ αὐτὸ μερίδιο χρηματοδοτήσεως ὑποβάλλεται ἐν συνεχείᾳ στὸ Συμβούλιο τοῦ ECS γιὰ ἔγκριση ἢ τροποποίηση.

ΣΥΝΝΗΜΕΝΟ ΦΥΛΛΟ Νο 2

Ἀρχικὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως πρὶν ἀπὸ τὴν ἔναρξη ἰσχύος.

(Ἀναθεωρημένα τὴν 25 Ἰουλίου 1978)

1. Πρὶν ἀπὸ τὴν ἔναρξη ἰσχύος τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας, τὰ ἀρχικὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως τῶν Συμβαλλομένων εἶναι τὰ ἀκόλουθα :

Γερμανία	9.9 %
Αὐστρία	1.2 %
Βέλγιο	4.5 %
Δανία	3.0 %
Ἱσπανία	4.25 %
Φινλανδία	2.5 %
Γαλλία	15.0 %
Ἰταλία	10.5 %
Λουξεμβοῦργο	0.2 %
Νορβηγία	2.3 %
Ὁλλανδία	5.0 %
Πορτογαλία	2.8 %
Ἡν. Βασίλειο	15.0 %
Σουηδία	5.0 %
Ἑλβετία	4.0 %
Τουρκία	0.85 %
Μὴ ἐκχωρημένο μερίδιο	14.0 %
Σύνολο	100 %

ΣΥΝΗΜΜΕΝΟ ΦΥΛΛΟ Νο 2

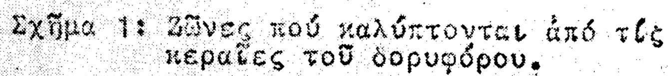
Ἀρχικὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως πρὶν ἀπὸ τὴν ἔναρξη ἰσχύος.

(Ἀναθεωρημένα τὴν 27η Ἰουλίου 1978)

1. Πρὶν ἀπὸ τὴν ἔναρξη ἰσχύος τῆς παρούσας Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας τὰ ἀρχικὰ μερίδια χρηματοδοτήσεως τῶν Συμβαλλομένων εἶναι τὰ ἀκόλουθα :

Γερμανία	9.9 %
Αὐστρία	1.8 %
Βέλγιο	4.5 %
Δανία	3.0 %
Ἱσπανία	4.25 %
Φινλανδία	2.5 %
Γαλλία	15.0 %
Ἰταλία	10.5 %
Λουξεμβοῦργο	0.2 %
Νορβηγία	2.3 %
Ὁλλανδία	5.0 %
Πορτογαλία	2.8 %
Ἡν. Βασίλειο	15.0 %
Σουηδία	5.0 %
Ἑλβετία	4.0 %
Τουρκία	0.85 %
Μὴ ἐκχωρημένο μερίδιο	13.4 %
Σύνολο	100 %

ΣΤΟΙΧΕΙΑ ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΗΝ ΠΕΡΙΓΡΑΦΗ ΤΟΥ ΔΙΑΣΤΗΜΙΚΟΥ ΤΟΜΕΑ ECS



Σχήμα 1: Ζώνες πού καλύπτονται ἀπό τίς κεραίες τοῦ δορυφόρου.

ΠΙΝΑΚΑΣ 1

ΕΤΟΣ	Ἐλάχιστος ἀριθμός ἐνισχυτῶν σέ λειτουργία				
	Εὐρωπαϊκή Ζώνη Ἐκπομπῆς	Ζώνη Ἀτλαντικοῦ	Δυτική Ζώνη	Ἀνατολ. Ζώνη	ΣΥΝΟΛΟ
1981	2	1	1	1	5
1982	2	1	1	1	5
1983	2	1	2	1	6
1984	2	1	3 ή 2	1 / 2	7
1985	2	1	4 ή 3	1 / 2	8
ἀπό 1986 καί πέρα	2	1	5 ή 4 ή 3	1 / 2 / 3	9

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Ἰουνίου 1980

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΓΕΩΡΓ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Ἰουνίου 1980

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ